

DIAXONHIT
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
au capital de 1.216.494,82 euros
Siège social : 63-65 Boulevard Masséna, 75013 Paris
414 488 171 RCS Paris

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE DU 16 JUIN 2016

RAPPORT DE GESTION
COMPRENANT LE RAPPORT DE GESTION DU GROUPE
DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2015

Chers Actionnaires,

Nous vous avons réunis en assemblée générale annuelle en application des statuts et de la loi sur les sociétés commerciales pour vous rendre compte de l'activité de Diaxonhit (ci-après la « **Société** ») et de ses filiales, la société de droit français InGen, la société de droit belge Gamma et la société de droit américain Diaxonhit Inc., (ci-après les « **Filiales** »), au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015, des résultats de cette activité et des perspectives d'avenir, et de soumettre à votre approbation les comptes annuels et les comptes consolidés du groupe constitué par la Société et ses Filiales au cours dudit exercice.

L'ensemble constitué par la Société et ses Filiales est dénommé ci-après le « **Groupe** ».

Les états financiers du Groupe présentés au 31 décembre 2015 intègrent donc en intégration globale les comptes de la Société et de ses Filiales.

Les convocations prescrites par la loi vous seront régulièrement adressées et tous les documents et pièces prévus par la réglementation en vigueur seront tenus à votre disposition dans les délais impartis.

TABLE DES MATIERES

CHAPITRE 1 -	Activité de la Société et de ses Filiales et évolution des affaires au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015	3
1.1	Présentation générale de l'activité de Diaxonhit	3
1.2	Situation de l'activité et analyse de l'évolution des affaires	6
1.3	Résultats de l'activité, progrès réalisés et difficultés rencontrées.....	13
1.4	Activité commerciale au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015	15
1.5	Activité en matière de recherche et développement et de production	17
1.6	Activités polluantes ou à risque	18
1.7	Principaux risques et incertitudes auxquels la société est confrontée et gestion des risques financiers	19
1.8	Evolution prévisible et perspectives d'avenir.....	23
1.9	Evénements importants survenus entre la date de clôture et la date d'établissement du rapport.....	25
CHAPITRE 2 -	Liste des mandats.....	26
2.1	Directoire.....	26
2.2	Conseil de surveillance	28
2.3	Evolution de la composition du directoire et du conseil de surveillance depuis le 1 ^{er} janvier 2015.....	33
CHAPITRE 3 -	Actionnariat salarié	34
CHAPITRE 4 -	Filiales et participations.....	35
4.1	Activités des filiales de la Société.....	35
4.2	Prise de participations significatives dans des sociétés ayant leur siège social en France ou prise du contrôle de telles sociétés	36
4.3	Aliénation d'actions intervenues à l'effet de régulariser les participations croisées.....	36
4.4	Répartition du capital et actions d'autocontrôle	37
CHAPITRE 5 -	Informations sur les délais de paiement des fournisseurs	39
CHAPITRE 6 -	Montant des dividendes distribués au cours des trois derniers exercices	40
CHAPITRE 7 -	Opérations réalisées par les dirigeants sur leurs titres	41
CHAPITRE 8 -	Tableau des résultats au cours des cinq derniers exercices	42
CHAPITRE 9 -	Rapport sur les délégations en matière d'augmentations de capital au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015	43
CHAPITRE 10 -	Rémunérations et avantages attribués aux mandataires sociaux et participations au capital	45
10.1	Rémunérations et avantages attribués aux mandataires sociaux	45
10.2	Participation au capital des mandataires sociaux	47
CHAPITRE 11 -	Rapport spécial sur les options de souscription ou d'achat d'actions et sur les actions gratuites.....	48
CHAPITRE 12 -	Mandat des commissaires aux comptes	51
CHAPITRE 13 -	Liste des conventions réglementées et des conventions courantes	52
CHAPITRE 14 -	Informations diverses.....	56

CHAPITRE 1 - ACTIVITE DE LA SOCIETE ET DE SES FILIALES ET EVOLUTION DES AFFAIRES AU COURS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2015

Vous trouverez ci-dessous les informations requises en application des articles L.232-1 II et R.225-102 du Code de commerce.

1.1 PRESENTATION GENERALE DE L'ACTIVITE DE DIAXONHIT

Diaxonhit est un acteur majeur dans le domaine du diagnostic *in vitro* de spécialités, intervenant de la recherche à la commercialisation de tests diagnostiques dans les domaines de la transplantation, des maladies infectieuses et de l'oncologie. Il est notamment le leader en France de la commercialisation des tests HLA. Avec ses nombreux partenariats et sa forte présence hospitalière, Diaxonhit dispose de son propre réseau étendu de distribution et d'un portefeuille de produits propriétaires parmi lesquels Tétanos Quick Stick® et BJI Inoplex® dans le domaine des maladies infectieuses. Chaque année, le Groupe investit plus de 15% de son chiffre d'affaires en R&D pour poursuivre le développement de nouveaux tests diagnostiques, innovants et propriétaires. Diaxonhit compte plus de 85 collaborateurs basés à Paris et en région parisienne.

La maison mère Diaxonhit a été immatriculée le 20 novembre 1997. Depuis le 17 novembre 2005, Diaxonhit est cotée sur le marché Alternext Paris d'Euronext (code ISIN : FR0004054427) et fait aujourd'hui partie des indices Alternext BPI Innovation, PEA-PME 150 et Next Biotech. Diaxonhit publie en ligne ses informations sur le site : <http://www.diaxonhit.com>.

Activités commerciales

Par l'intermédiaire de sa filiale InGen, société établie en 1993, Diaxonhit est un des leaders du marché du diagnostic *in vitro* français, reconnu en particulier dans le domaine de la transplantation.

L'offre de produits couvre un large panel de pathologies dans le but d'apporter des solutions « clés en main » aux équipes médicales dans le domaine de la transplantation, la microbiologie, l'auto-immunité et le contrôle de qualité.

Diaxonhit est le leader en France des tests du HLA (Human Leucocyte Antigen - antigènes des leucocytes humains) qui permettent d'évaluer la compatibilité entre donneurs et receveurs dans le cadre de greffes d'organes et de moelle, ainsi que dans le suivi de ces transplantations. Ces tests de diagnostic sont distribués en exclusivité pour One Lambda, leader mondial du HLA et filiale du groupe américain Thermo-Fischer Scientific.

La Société distribue également des tests d'immuno-analyse pour des partenaires européens et américains et vend son test propriétaire, Tétanos Quick Stick® (ci-après « TQS »), test rapide utilisé en service d'urgence pour l'évaluation de la protection immunitaire des patients contre le tétanos. TQS est produit par Gamma, la filiale belge de Diaxonhit. Diaxonhit procède actuellement au lancement d'un autre produit propriétaire, BJI Inoplex, le premier et unique test marqué CE pour le diagnostic des infections sur prothèses ostéo-articulaires. En tant que test innovant, BJI Inoplex bénéficie du statut RIHN qui permet son remboursement en France dans le cadre de budgets innovation.

En complément de la commercialisation de kits et réactifs, Diaxonhit met généralement à disposition de ses clients les équipements nécessaires pour effectuer les tests. La Société peut également vendre ou louer ces équipements à ses clients, auquel cas les kits et réactifs sont vendus à un prix moins élevé. Dans le cadre de la mise à disposition, la Société loue les équipements nécessaires. Diaxonhit assure également le service après-vente d'une importante base d'automates, en particulier des équipements développés par Luminex et installés dans les laboratoires hospitaliers, les centres de transfusion sanguine (EFS) et les laboratoires d'analyses privés de biologie médicale.

Diaxonhit a acquis par ailleurs une licence exclusive pour la commercialisation en Europe d'AlloMap, un test moléculaire pour faciliter le suivi des greffés cardiaques développé par la Société californienne CareDx Inc. (anciennement dénommée « XDx Inc. ») qui le commercialise actuellement aux Etats-Unis. La réalisation même du test sera effectuée dans un laboratoire centralisé situé au sein des Hôpitaux Universitaires de Strasbourg et vers lequel seront envoyés les échantillons sanguins des patients européens. La mise en service du laboratoire est intervenue fin 2015, et une étude de type PRME, entièrement prise en charge par l'Etat, pour la validation médico-économique du test démarrera au cours du premier trimestre 2016. Dans le cadre de cette étude, Diaxonhit vendra les tests AlloMap.

Savoir-faire et plateformes technologiques

La Société a mis au point des technologies propriétaires permettant d'exploiter des processus biologiques génomiques qui jouent un rôle reconnu dans les maladies. Cette expertise a permis à la Société de construire une plateforme moléculaire de découverte de diagnostics innovants.

La Société utilise ainsi des biopuces dont le contenu est propriétaire et qui sont intégrées à sa plateforme de découverte. Celles-ci, combinée au savoir-faire de Diaxonhit pour identifier les séquences d'événements moléculaires et cellulaires associées aux maladies (difficilement détectables au moyen d'autres technologies) permet d'identifier de nouveaux biomarqueurs, et sont ainsi la base de nouveaux tests moléculaires comme Dx15 dans le cancer de la thyroïde.

Par ailleurs, une activité de développement protéomique est mise en œuvre à travers une plateforme technique permettant l'identification de protéines d'intérêt jusqu'à leur sélection et utilisation dans un test de diagnostic. Cette plateforme permet l'identification de protéines bactériennes, le clonage des gènes d'intérêt, la production, la purification et l'évaluation des protéines identifiées. Associées à la technologie Luminex, ces protéines sont également à la base de nouveaux tests comme BJI Inoplex.

Des brevets portant à la fois sur la plateforme génomique et ses applications sont déjà accordés aux Etats-Unis et en Europe. Ces brevets couvrent non seulement la mise au point et la conception d'outils de recherche, notamment des biopuces, mais aussi leurs applications dans des domaines aussi fondamentaux que les diagnostics, les traitements médicamenteux personnalisés ou la détection d'effets indésirables. Pour la plateforme protéomique, les protéines identifiées sont spécifiquement brevetées.

Développement et portefeuille de produits

Diaxonhit exploite son savoir-faire et sa propriété intellectuelle dans le domaine du diagnostic *in vitro* de spécialités. La Société possède une solide expertise dans le développement de tests de diagnostic *in vitro* depuis l'étape de définition des futurs produits jusqu'à leur industrialisation et enregistrement réglementaire.

Cette exploitation est réalisée, d'une part, en menant ses propres développements dans le domaine des cancers et des maladies infectieuses et, d'autre part, dans le cadre de consortium et d'accords de collaboration avec des sociétés de biotechnologie et des instituts de recherche. Ces développements sont réalisés à l'aide de la plateforme propriétaire de la société, ou avec d'autres technologies développées par des tiers.

Dans le cadre de ces développements, la Société a une politique active de gestion de sa propriété industrielle, et dépose des brevets couvrant spécifiquement ses tests et leur signature.

A ce jour, Diaxonhit développe principalement les diagnostics suivants :

- EHT Dx15, un test tissulaire pour le cancer de la thyroïde, également développé en propre. L'objectif de ce test est de permettre d'identifier le caractère malin ou bénin d'un nodule thyroïdien indéterminé, à partir d'un échantillon prélevé par cytoponction à l'aiguille fine. Après avoir validé auprès des experts le besoin clinique et le positionnement du test, une étude pilote de faisabilité a été conclue avec succès. L'étude d'identification de la signature est en cours, 1 000 patients ayant déjà été recrutés mi-décembre 2015. Une version spécifique du test pour le marché américain est également en cours de développement sous le nom de Dx17 ;
- TEDAC. Dans le cadre d'un consortium mené par Erytech Pharma, une société de biotechnologie lyonnaise, Diaxonhit développe un diagnostic compagnon pour identifier avant traitement les patients les plus susceptibles de répondre aux thérapies mises au point par Erytech pour lutter contre les cancers chimio- et radio-résistants ;
- PROTHEVIH. Dans le cadre d'un consortium mené par Innativirax, une société de biotechnologie située en région parisienne, Diaxonhit développe un diagnostic compagnon du vaccin en cours de développement clinique en phase II par Innativirax pour lutter contre le VIH. La Société développe également un test qui permettrait de prédire l'évolution de la maladie et d'adapter les traitements en conséquence.

Dans le domaine thérapeutique, Diaxonhit a achevé en décembre 2014 ses travaux en collaboration avec Allergan, moyennant une rémunération annuelle fixe à laquelle s'ajoutait la facturation de prestations spécifiques. Désormais, Allergan concentrera ses efforts de développement sur les molécules déjà issues de ces travaux, et Diaxonhit restera éligible à recevoir des paiements d'étape au fur et à mesure de l'avancement avec succès de ces développements, et des redevances si ces molécules sont commercialisées. La Société a ainsi reçu un paiement d'étape de 500.000 dollars US d'Allergan en 2015, lors du dépôt de demande d'IND (autorisation de passage en essai clinique) pour une des molécules développées dans le cadre de cette collaboration (voir le chapitre 1.2 du présent rapport de gestion).

Toujours dans le domaine thérapeutique, Diaxonhit avait également développé en propre une famille de molécules ciblant l'enzyme Dyrk. Un accord de licence sur ces molécules a été signé avec la société de biotechnologie américaine FeliciteX pour le domaine du cancer. Les termes de cet accord prévoient que Diaxonhit sera éligible à recevoir un paiement forfaitaire annuel, des paiements d'étape au fur et à mesure de l'avancement avec succès du développement d'un nouveau traitement basé sur cette famille de molécules, et des redevances si ces traitements sont commercialisés. En 2015, Diaxonhit a ainsi reçu de FeliciteX un paiement forfaitaire initial et le paiement forfaitaire annuel (voir le chapitre 1.2 du présent rapport de gestion).

Le tableau ci-après résume l'ensemble du portefeuille de produits en cours de développement et commercialisés.

Droits sur développements thérapeutiques réalisés par des tiers		
Allergan	Ophtalmologie, douleur, neurodégénérescence	2 molécules en début de phases cliniques
Felicitex	Cancer	Famille de molécules en pré-clinique
Développements propriétaires Diagnostic		
Dx15 – Dx17	Cancer de la thyroïde	Validation de la signature et utilité clinique en cours Marquage CE : 2017
Développements en consortium Diagnostic		
TEDAC (BPI France PISI)	Test compagnon traitement enzymatique anti-cancer Erytech Test dosage enzymatique	Etude de biomarqueurs
PROTHEVIH (BPI France PISI)	Test compagnon vaccin VIH InnaVirVax Test prédictif évolution maladie	Etude de biomarqueurs
Commercialisation Diagnostic		
BJI Inoplex (propriétaire)	Infections liées aux prothèses articulaires	Marqué CE, lancement en Europe, nomenclature RIHN
Allomap (licence exclusive Europe)	Suivi transplantations cardiaques	Marqué CE, 510K US, ISHLT Laboratoire central opérationnel, Etude PRME Q1 2016
TQS (propriétaire)	Test rapide immunité tétanos	Fr, Be, Ch
HLA (distribution)	Transplantation	Fr, Be, Ch
Divers (distribution)	Microbiologie, immuno-analyse, contrôle qualité	Fr, Be, Ch

Pour une description exhaustive de l'activité du Groupe, nous vous invitons à prendre connaissance du document de référence déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 31 juillet 2015 sous le numéro D.15-0815.

Des exemplaires du document de référence sont disponibles sans frais auprès de Diaxonhit, 63-65 boulevard Masséna, 75013 Paris ainsi que sur les sites Internet de Diaxonhit (www.diaxonhit.com) et de l'Autorité des marchés financiers (www.amf-france.org).

1.2 SITUATION DE L'ACTIVITE ET ANALYSE DE L'EVOLUTION DES AFFAIRES

Les principaux événements survenus au cours de l'exercice 2015 ont été les suivants :

Diaxonhit annonce que les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg seront le Laboratoire Central Européen pour la réalisation des tests AlloMap® de CareDx® pour les transplantés cardiaques

Le 12 janvier 2015, la Société annonce qu'elle a conclu un accord de service avec les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg (HUS) pour la réalisation des tests AlloMap® de CareDx, Inc. (Nasdaq: ACQ) dans un espace dédié qui en sera le Laboratoire Central Européen. Selon cet accord, toutes les activités de test seront effectuées dans le Laboratoire Central d'Immunologie des HUS, sous l'autorité et la responsabilité exclusive des HUS et de son directeur scientifique, le professeur Seiamak Bahram.

Le test sanguin moléculaire AlloMap est une nouvelle méthode de surveillance régulière et non invasive du rejet cellulaire aigu chez les greffés cardiaques. Les échantillons de sang de patients collectés dans les centres de transplantation cardiaque en Europe seront expédiés au laboratoire de Strasbourg où la procédure de test AlloMap sera effectuée. Les résultats des tests seront ensuite renvoyés directement de ce laboratoire central aux cliniciens, principalement aux cardiologues et chirurgiens cardiaques.

La Société est le distributeur exclusif pour l'Europe du test AlloMap. Le Groupe fournira le laboratoire central de Strasbourg en plaques spécifiques AlloMap et en réactifs de contrôle, tous deux fabriqués par CareDx, le développeur et propriétaire d'AlloMap. Diaxonhit fournira également aux centres de transplantation cardiaque européens un kit pour faciliter la préparation des échantillons de sang et leur expédition.

Le Laboratoire Central d'Immunologie des HUS a été sélectionné par Diaxonhit pour sa capacité à mener la procédure de test AlloMap avec toutes les exigences de qualité nécessaires pour assurer la précision et la reproductibilité des résultats rendus aux prescripteurs. Sous la direction du professeur Seiamak Bahram qui est également directeur de Transplantex, un « Laboratoire d'excellence » (LabEx) financé par le gouvernement français, ce laboratoire est à la pointe dans les domaines de la transplantation et de l'histocompatibilité en Europe. Une équipe dédiée de techniciens expérimentés et de biologistes effectuera la procédure de test AlloMap dans un environnement bien défini, en particulier avec des instruments spécifiques qui sont actuellement en cours d'installation. La formation du personnel sera lancée prochainement par la Société et CareDx pour que le laboratoire devienne opérationnel au cours du premier semestre 2015.

L'emplacement des HUS à Strasbourg est de plus un avantage clé. Idéalement positionné entre l'Europe du sud et celle du nord à la frontière franco-allemande, cet emplacement permet la manipulation rapide des échantillons de sang reçus de n'importe quel pays européen et en facilite la logistique depuis les centres de transplantation cardiaque.

Diaxonhit annonce le marquage CE du test BJI InoPlex® et son lancement commercial

Le 14 janvier 2015, la Société annonce que le marquage CE de son test BJI InoPlex®, le premier test sanguin d'aide au diagnostic des infections ostéo-articulaires sur prothèses, a été effectué fin 2014 conformément au calendrier prévu. Cette étape réglementaire conclut le cycle de développement du test, et ouvre la voie à sa commercialisation par la Société. Le lancement de BJI InoPlex® est prévu au cours de ce premier trimestre 2015, en direct par l'intermédiaire d'InGen en France, et par l'intermédiaire de distributeurs en Europe.

BJI InoPlex® est le premier test de diagnostic capable de détecter dans le sang du patient des anticorps dirigés contre les types de bactéries fréquemment responsables d'infections sur prothèses, et notamment les staphylocoques les plus souvent rencontrés dans de telles infections.

Les performances de BJI InoPlex® ont été démontrées dans le cadre d'une étude clinique de validation conduite dans deux centres français de référence des infections ostéo-articulaires sur prothèses, et ont été présentées lors de la 34^{ème} réunion RICAI en novembre dernier à Paris. Au cours d'un symposium qui a rassemblé plus de 200 participants, trois spécialistes intervenant à des fonctions différentes de la prise en charge des infections sur prothèse ont présenté le test et son utilisation : le Professeur Eric Senneville, Chef de service des maladies infectieuses et tropicales et infectiologue au Centre hospitalier de Tourcoing, le Docteur Martin Rottman, Médecin microbiologiste à l'Hôpital Raymond Poincaré (AP-HP) et le Docteur Thomas Bauer, Chirurgien Orthopédiste à l'Hôpital Ambroise Paré (AP-HP) et investigateur de l'étude. Les orateurs ont insisté sur l'importance d'améliorer la prise en charge des patients qui ont développé une complication de leur prothèse, qu'elle soit d'origine mécanique ou infectieuse. Les intervenants ont aussi souligné l'intérêt de BJI InoPlex® dans la prise en charge de ces patients pour fournir un résultat rapide et permettre de proposer une prise en charge mieux adaptée, les soins des complications mécaniques étant très différents de ceux nécessaires pour traiter les infections.

Diaxonhit assurera en interne la production du kit BJI InoPlex® qui rassemble tous les éléments nécessaires pour réaliser le test sur des équipements conçus par la société Luminex. La fabrication du kit est réalisée sous assurance qualité et s'appuie sur la conformité au référentiel ISO 13485 pour lequel le Groupe Diaxonhit est certifié.

La commercialisation en France est confiée à sa filiale InGen, leader en France pour les tests de diagnostic liés à la transplantation et à l'histocompatibilité qui, pour la plupart, sont également effectués sur des instruments Luminex. Au-delà du marketing du test pour lequel un expert médical a été recruté, InGen aura en charge l'administration des ventes, la logistique d'approvisionnement des laboratoires en kits, la mise à disposition d'instruments Luminex quand nécessaire, et le service après-vente.

Pour l'Europe, la commercialisation du test se fera sous contrat de distribution exclusive avec des distributeurs que Diaxonhit a déjà rencontrés et sélectionnés au mois de Novembre 2014 lors du salon MEDICA de Düsseldorf où la Société disposait d'un stand.

Avec le lancement de ce nouveau test propriétaire qui vient renforcer sa gamme existante de tests de diagnostic de spécialités, Diaxonhit poursuit sa stratégie de développement.

L'objectif du Groupe au cours des prochaines années est de devenir un leader européen du diagnostic de spécialités et d'atteindre l'équilibre financier en augmentant progressivement la part des ventes de produits propriétaires. Cette progression est directement liée à la stratégie d'innovation et aux investissements en R&D mis en œuvre par Diaxonhit au cours des dernières années.

Après BJI InoPlex®, devraient ainsi suivre le test Dx15 dans le cancer de la thyroïde, mais aussi l'extension de la gamme « InoPlex » à d'autres indications infectieuses.

Diaxonhit accorde à FeliciteX Therapeutics une licence exclusive mondiale dans le domaine des cellules cancéreuses dormantes

Le 19 mai 2015, la Société annonce avoir accordé une licence exclusive mondiale à FeliciteX Therapeutics, Inc., une société de biotechnologie américaine spécialisée dans la découverte et le développement de traitements contre le cancer et de tests de diagnostic focalisés sur les cellules cancéreuses dormantes.

Sur la base de découvertes issues de sa technologie propriétaire SpliceArray™, Diaxonhit avait lancé un programme de développement ciblant l'enzyme Dyrk, impliquée dans plusieurs voies pathogènes

liées à la prolifération cellulaire. La poursuite de ce programme représente un fort potentiel et Diaxonhit a trouvé, avec Felicitex, un partenaire qui partage le même intérêt pour cette approche novatrice du traitement du cancer. Avec cet accord, Felicitex acquiert les droits dans le domaine de l'oncologie sur une série de nouvelles molécules candidates sélectives et très actives contre Dyrk, ainsi que l'a validé Felicitex dans un modèle de cancer du pancréas.

Cet accord est l'aboutissement d'un processus d'audit réciproque, dans le cadre duquel Felicitex a évalué *in vitro* plusieurs membres de la série de molécules et démontré avec succès une preuve de concept d'efficacité *in vivo* dans un modèle xénogreffe de cancer du pancréas sur souris. Les molécules sont des candidats de qualité élevée, telle que définie par les critères reconnus au niveau mondial pour le développement de médicaments, qui donnent à Felicitex la possibilité de développer une série de prospectus cliniques puis d'en sélectionner un comme candidat-médicament pour les études cliniques dans un avenir proche.

Felicitex a effectué un versement initial et payera une licence annuelle à Diaxonhit. Felicitex lui versera également des paiements d'étape lorsqu'un produit couvert par l'accord de licence atteindra des jalons spécifiques de développement, ainsi que des redevances, si le produit est commercialisé.

La technologie de Felicitex Therapeutics cible les cellules cancéreuses dormantes et résistantes aux traitements avec deux bénéfices thérapeutiques : rendre les cellules cancéreuses dormantes vulnérables aux traitements conventionnels et empêcher ces cellules de survivre indéfiniment afin de retarder ou éviter la récurrence du cancer. Felicitex se concentre sur le développement de traitements contre certains cancers parmi les plus mortels et les plus difficiles à traiter.

L'équipe scientifique de Felicitex déploiera dans ses laboratoires de Cambridge, MA, son expertise dans la dormance (ou la quiescence) des cellules cancéreuses, dans le développement de médicaments anti-cancer et dans les tests de diagnostic. Avec le partenaire polonais de Felicitex, Selvita SA, qui apportera son expertise en chimie médicinale et numérique, les molécules acquises sous licence seront également optimisées.

Diaxonhit annonce l'utilité clinique et la performance du test AlloMap® confirmées par une étude européenne

Le 3 juin 2015, la Société annonce les résultats d'une étude clinique européenne confirmant l'utilité et la performance du test AlloMap®. Les résultats de l'étude CARGO II, qui a évalué l'utilisation d'AlloMap® sur 594 patients transplantés cardiaques, a confirmé une performance similaire à celle précédemment publiée aux Etats-Unis.

AlloMap® est un test sanguin d'expression génomique innovant dont Diaxonhit détient la licence exclusive pour l'Europe de CareDx, Inc. Après une greffe cardiaque, ce test permet la surveillance, régulière et non-invasive du rejet cellulaire aigu, aidant ainsi les cliniciens dans les soins et la prise en charge des patients.

L'étude clinique CARGO II (Cardiac Allograft Rejection Gene Expression Observational II) est une étude prospective, observationnelle et multicentrique. Son objectif principal était de confirmer les résultats de la première étude CARGO qui avait permis de valider les performances d'AlloMap® chez des patients américains et avait contribué à l'enregistrement auprès de la FDA puis au marquage CE du test. CARGO II a été réalisée dans 17 centres cliniques, dont 13 situés en Europe.

Dans cette étude, les échantillons de sang nécessaires pour pratiquer le test AlloMap® ont été collectés pendant les visites de surveillance post-transplantation, au moins 55 jours après transplantation et avec ou sans biopsie cardiaque. Après analyse des échantillons, le résultat du test

était alors communiqué sous forme d'un score unique dont la valeur s'étend de 0 à 40, les valeurs élevées indiquant un risque accru de rejet cellulaire aigu.

Des rejets cellulaires modérés à sévères (analyse histopathologique des biopsies ayant un grade supérieur ou égal à 3A selon la classification de l'ISHLT) ont été observés par les pathologistes dans 106 biopsies sur 3 324 (3,2%) chez 79 patients sur 594 (13,0%). Compte tenu de ces observations, l'étude montre que la valeur prédictive négative d'AlloMap® est d'au moins 99,0% lorsque les scores rendus sont inférieurs à 34. Cette limite est ainsi associée à un risque faible de rejet cellulaire cardiaque modéré ou sévère.

Les résultats de l'étude CARGO II confirment ainsi ceux de l'étude CARGO initiale aux Etats-Unis et démontrent l'utilité d'AlloMap® dans sa capacité à exclure la présence de rejets cellulaires modérés ou sévères des allogreffes cardiaques.

Au cours d'un symposium organisé par Diaxonhit et CareDx pendant le dernier congrès annuel de l'ISHLT, plusieurs présentations ont été effectuées par des spécialistes de la transplantation cardiaque européens et américains :

- *utilisation d'AlloMap® à l'ère du rejet par anticorps : application des résultats de l'étude EIMAGE et de la pratique au Cedars-Sinai* par le Docteur Jon Kobashigawa, Directeur du programme de transplantation cardiaque de l'Institut du coeur du Cedars-Sinai et Professeur de médecine au Centre Médical du Cedars-Sinai, Los Angeles, Californie ;
- *nouveaux résultats de l'étude CARGO II à Bad Oeynhausen* par le Docteur Uwe Schultz ;
- *présentation d'un projet PRME, une étude clinique multicentrique d'AlloMap® financée par la France* par le Docteur Laurent Sebbag, cardiologue au Pôle de transplantation cardiaque des Hospices Civils de Lyon ;
- *évolution de l'utilisation d'AlloMap® au Centre médical de Baylor University, Dallas* par le Docteur Shelley Hall, Directeur Médical de la transplantation cardiaque et des programmes de support circulatoire mécaniques ;
- *utilisation d'ADN libre circulant pour la détection du rejet cardiaque (nouvelles découvertes avec AlloMap®)* par le Docteur Jon Kobashigawa.

En parallèle de ce symposium, de nombreux posters relatifs à AlloMap® ont été présentés au cours des sessions scientifiques du congrès.

Au-delà des analyses des résultats de l'étude CARGO II, ces présentations ont mis en évidence l'importance de l'utilisation d'AlloMap® aux Etats-Unis en tant qu'outil clinique pour la surveillance des transplantés cardiaques. Par ailleurs, de nouvelles pistes d'utilisation du test ont été décrites, en particulier l'utilisation de la mesure de l'ADN libre circulant spécifique de donneur en association avec AlloMap® qui permet de renforcer la performance du test, et l'analyse de la corrélation entre les scores AlloMap® et l'évolution à long terme des patients qui permettrait de donner un nouveau rôle prédictif au test.

Diaxonhit indique avoir reçu un paiement de 500.000 dollars d'Allergan

Le 21 juillet 2015, la Société annonce avoir reçu d'Allergan un paiement d'étape de 500.000 dollars US, dans le cadre du dépôt d'IND (autorisation de passage en phase clinique) auprès de l'agence de santé américaine (« FDA ») pour une molécule issue de la collaboration entre les deux sociétés.

Dans le cadre de la collaboration entre les deux sociétés qui s'est achevée en décembre 2014, la technologie brevetée de profilage génomique SpliceArray™ de Diaxonhit a permis d'identifier des cibles potentielles pour des traitements thérapeutiques dans le domaine de l'ophtalmologie. Sur la base des résultats obtenus, Allergan a entrepris un développement de chimie médicinale qui a

permis d'identifier de nouvelles molécules. Le composé principal issu de ce développement a démontré des propriétés biologiques intéressantes dans de multiples modèles oculaires précliniques, et un profil de tolérance suffisant pour passer aux étapes suivantes de développement.

Comme prévu dans le contrat de collaboration, un paiement d'étape de 500.000 dollars US a été versé à Diaxohit par Allergan lors du dépôt du dossier d'IND à la FDA.

Résultats très encourageants de la première étude du vaccin VAC-3S contre le VIH pour lequel la Société développe un diagnostic compagnon

Le 30 juillet 2015, la Société annonce que la société InnaVirVax, avec laquelle elle développe un diagnostic compagnon du vaccin VAC-3S contre le VIH dans le cadre du programme PROTHEVIH, a communiqué des résultats très encourageants pour l'étude clinique IVVAC-3S/P1 lors du Symposium de l'International AIDS Society qui s'est tenu à Vancouver les 18 et 19 juillet 2015.

L'objectif principal de cette étude de phase 1 a été atteint. L'immunothérapie VAC-3S a été très bien tolérée et la réponse immunitaire est conforme à celle attendue avec une intensité clairement liée à la dose de vaccin administrée. De plus, l'administration de VAC-3S a entraîné des effets immuno-virologiques favorables, mesurés par les quatre biomarqueurs principaux de l'évolution de la maladie.

En corrélation avec la réponse immunitaire à VAC-3S, une diminution de l'ADN proviral, le biomarqueur le plus étudié du réservoir viral, a été observée.

Par ailleurs, chez les patients répondeurs et 24 semaines après la 1ère administration du vaccin :

- le pourcentage de lymphocytes T CD4+ qui sont habituellement détruits par le VIH, a augmenté (biomarqueur de la reconstitution du nombre de ces lymphocytes),
- le pourcentage de lymphocytes T CD8+ a diminué (biomarqueur de l'activation immunitaire),
- le ratio CD4/CD8 a augmenté (biomarqueur de la reconstitution immunitaire chez les patients vivants avec le VIH).

Ces résultats sont très prometteurs. InnaVirVax a ainsi indiqué que si l'évolution positive de tous ces biomarqueurs était confirmée dans des études ultérieures sur un plus grand nombre de patients, elle permettrait d'envisager que VAC-3S soit utilisé pour restaurer la fonction immunitaire des patients immunodéficients. Ceci positionne donc le développement de VAC-3S dans le cadre de la recherche de rémission fonctionnelle pour permettre aux patients infectés par le VIH de contenir leur charge virale tout en interrompant leur traitement antirétroviral.

VAC-3S est actuellement en phase 2a de développement clinique dans le cadre de l'étude IPROTECT1 initiée en décembre 2013.

En synergie avec le développement de VAC-3S, Diaxonhit développe deux tests mettant en oeuvre son expertise diagnostique dans le cadre du consortium PROTHEVIH :

- DIAG-3S, un test diagnostique détectant les anticorps anti-3S sécrétés naturellement par les patients infectés par le VIH-1. Un des objectifs de Diaxonhit est de valider que le taux d'anticorps naturels anti-3S, mesuré par ce second test, peut être utilisé comme marqueur précoce de l'évolution de la maladie, permettant ainsi d'optimiser la prise en charge des patients infectés par le VIH-1. Le prototype de DIAG-3S devrait être finalisé au cours du premier semestre 2016. Dès que ce test sera finalisé et validé, sa commercialisation pourra intervenir indépendamment du développement du vaccin VAC-3S ;
- CO-3S, test compagnon du vaccin VAC-3S, détectant le taux d'anticorps anti-3S chez les patients vaccinés. Ce test permettra de mesurer la réponse du système immunitaire à la thérapie vaccinale, et d'ajuster celle-ci en fonction de la réponse mesurée.

Recrutement du 1.000^e patient dans l'étude de validation des performances du test moléculaire Dx15 dans le cancer de la thyroïde

Le 14 décembre 2015, la Société annonce le recrutement du 1.000^e patient de l'étude clinique de validation des performances de Dx15, un test moléculaire d'aide au diagnostic du cancer de la thyroïde visant à diminuer le nombre de chirurgies thyroïdiennes inutiles lorsque les résultats des cytoponctions à l'aiguille fine s'avèrent indéterminés. Ce recrutement dans l'étude européenne CITHY (Cytologie Indéterminée de la THYroïde) intervient avec de l'avance sur le calendrier initial, les résultats consolidés définitifs étant attendus au 1^{er} trimestre 2017.

Selon la Caisse Nationale d'Assurance Maladie, 7.270 ablations de la thyroïde ont été pratiquées en France en 2012, alors que les nodules identifiés et analysés après chirurgie n'étaient pas cancéreux. Pour éviter de telles interventions inutiles, coûteuses et invasives, l'objectif du test Dx15 est de permettre une analyse plus fine des échantillons indéterminés (plus de 20% des cas en règle générale). Ainsi, le test Dx15 pourrait apporter un bénéfice considérable aux patients et aux payeurs.

Diaxonhit a réalisé avec succès les premières phases de faisabilité et de développement d'une signature moléculaire Dx15. Elles ont ainsi permis d'identifier plus de 200 gènes permettant de différencier de façon statistiquement significative les nodules bénins des nodules malins. Cette combinaison de gènes au sein d'un algorithme statistique a ainsi permis de constituer une signature très prometteuse ayant un profil moléculaire différent de celui de ses concurrents américains. La dernière étape du développement consiste à déterminer de façon statistiquement significative la performance clinique de Dx15 grâce à l'étude clinique CITHY actuellement en cours.

Dans ce cadre, l'étude CITHY prévoit de finaliser dans les prochaines semaines le recrutement de patients dans les 17 centres cliniques européens (10 en France, 4 en Italie et 3 en Espagne) spécialisés dans le diagnostic et le suivi du cancer de la thyroïde. Ce positionnement européen permet à Diaxonhit de collaborer de façon précoce avec les meilleurs experts de la thyroïde dans ces trois pays. Il devrait également permettre à un plus grand nombre de patients de bénéficier rapidement du test Dx15.

1.3 RESULTATS DE L'ACTIVITE, PROGRES REALISES ET DIFFICULTES RENCONTREES

1.3.1 Résultats économiques et financiers de l'ensemble consolidé

Au cours de l'exercice 2015, les ventes de produits de diagnostic de DIAXONHIT ont progressé de 4% par rapport à 2014, malgré un marché global du diagnostic en baisse de 2% en France. Cette performance a compensé en grande partie la baisse de 80% des revenus de R&D consécutive à l'arrêt de la collaboration avec Allergan en décembre 2014.

Les charges opérationnelles ont poursuivi leur baisse en se réduisant de 13% par rapport à 2014. En revanche, la hausse du dollar intervenue en 2015 a entraîné une augmentation du coût d'achat des marchandises de 3,7 millions d'euros, et, par suite, une détérioration du résultat opérationnel. Toutefois, cette détérioration a été compensée en grande partie par des gains de change de 2 millions d'euros provenant d'achats à terme de dollars, limitant le retrait du résultat net à 0,4 million d'euro. Hors effet de change, le résultat opérationnel se serait amélioré de 12% par rapport à 2014.

La trésorerie du Groupe est de 11,7 millions d'euros au 31 décembre 2015.

Compte de résultat consolidé

Consolidés (en millions d'euros)	2015	2014
Ventes de produits de diagnostic in vitro	28,9	27,9
Autres produits	1,3	3,8
PRODUITS D'EXPLOITATION	30,2	31,7
Achat de marchandises	(21,1)	(17,4)
Dépenses de recherche et développement (*)	(4,0)	(5,6)
Frais marketing et commerciaux (*)	(8,6)	(9,1)
Frais généraux et administratifs	(4,6)	(4,9)
RESULTAT OPERATIONNEL	(8,0)	(5,4)
Résultat financier	1,7	(0,7)
RESULTAT NET	(5,9)	(5,5)
Niveau de trésorerie au 31 décembre	11,7	14,1

(*) Incluant les dotations aux amortissements d'actifs incorporels réévalués pour un total de 1,3 millions d'euros

Croissance des ventes de produits de diagnostic in-vitro

Les ventes annuelles de produits de diagnostic in-vitro s'élèvent à 28,9 millions d'euros en progression de 4% par rapport à 2014. Cette progression a permis de compenser en grande partie la fin du chiffre d'affaires lié au partenariat avec Allergan qui s'est achevé en décembre 2014. Les produits de R&D ont ainsi diminué de 80% par rapport à 2014 pour s'élever à 0,6 million d'euro correspondant à des paiements forfaitaires liés aux actifs thérapeutiques de la Société.

Ainsi, le chiffre d'affaires annuel consolidé au 31 décembre 2015 de DIAXONHIT s'établit à 29,5 millions d'euros et le montant total des revenus annuels consolidés à 30,2 millions d'euros, contre 31,7 millions d'euros en 2014.

Réduction des dépenses opérationnelles et hausse du dollar

Le coût d'achat des marchandises est affecté par la hausse du dollar d'environ 20% par rapport à l'euro entre 2014 et 2015, avec une augmentation de 21% à 21,1 millions d'euros. Cette augmentation de 3,7 millions d'euros est liée pour 3,3 millions d'euros à la hausse du dollar et pour 0,4 million d'euro à la hausse du chiffre d'affaires.

En revanche, conformément au plan mis en œuvre par la Société, les dépenses opérationnelles ont été réduites de 13% par rapport à 2014.

- Les dépenses de R&D ont baissé de 30% à 4,0 millions d'euros à la suite de l'arrêt de la collaboration avec Allergan et de la fin du programme de développement de BJI Inoplex qui vient d'entrer en phase de commercialisation.
- En maintenant l'accent sur les activités commerciales, les dépenses marketing et commerciales sont restées stables, la réduction globale de 6% à 8,6 millions d'euros correspondant principalement à une reprise sur les provisions pour indemnité de départ à la retraite.
- Les frais généraux et administratifs ont continué à se réduire de 8% à 4,6 millions d'euros, bénéficiant notamment de la mise en œuvre de synergies consécutives à l'acquisition d'InGen BioSciences (IBS) qui ont atteint 100% des objectifs fixés lors de cette acquisition.

Ainsi, malgré une poursuite de la réduction des dépenses opérationnelles, le résultat opérationnel est impacté par la baisse de l'euro et s'établit à - 8 millions d'euros, en retrait par rapport à 2014. A taux de change constant, celui-ci aurait été inférieur de 3,3 millions d'euros à -4,7 millions d'euros, en amélioration de 12% par rapport à 2014.

Au niveau du résultat net, cette détérioration a toutefois été compensée en grande partie par des gains de change de 2 millions d'euros provenant de contrats d'achat à terme de dollars souscrits par la Société afin de réduire les effets des variations de change. L'effet favorable de ces contrats de change dont le terme est limité à 18 mois, devrait toutefois s'atténuer en 2016. Compte tenu d'un résultat exceptionnel de 134 milliers d'euros lié à un complément de Crédit d'Impôt Recherche à recevoir au titre des exercices antérieurs, le résultat net s'établit à - 5,9 millions d'euros, en retrait de 0,4 million d'euro par rapport à 2014.

A noter, les actifs commerciaux réévalués consécutivement à l'acquisition d'IBS font l'objet d'un amortissement sur 10 ans, soit 1.286 milliers d'euros au 31 décembre 2015. Ils sont inclus dans les frais marketing et commerciaux. De même, avec le début de la commercialisation de BJI Inoplex, un actif R&D relatif à ce test et également réévalué consécutivement à l'acquisition d'IBS, fait désormais l'objet d'un amortissement sur 10 ans, soit 68 milliers d'euros au 31 décembre 2015, inclus dans les frais de R&D. L'écart d'acquisition restant fait aussi l'objet d'un amortissement sur 10 ans qui vient en déduction du résultat opérationnel et représente au 31 décembre 2015 une charge de 308 milliers d'euros. Hors amortissement de l'écart d'acquisition, la perte nette aurait été de 5,6 millions d'euros, et de 4,2 millions d'euros en excluant également l'amortissement des actifs commerciaux et R&D réévalués.

Situation de trésorerie

Au 1^{er} janvier 2015, DIAXONHIT disposait d'une trésorerie de 14,1 millions d'euros. Compte-tenu de financements reçus compensant les charges d'intérêts et remboursements intervenus sur les obligations, les emprunts et les avances remboursables de la Société, et d'une consommation de trésorerie opérationnelle de 2,4 millions d'euros contre 3,4 millions d'euros en 2014, la trésorerie du Groupe s'élève à 11,7 millions d'euros au 31 décembre 2015.

1.3.2 Résultats économiques et financiers annuels de la Société et proposition d'affectation du résultat

Au cours de l'exercice 2015, Diaxonhit SA a réalisé un chiffre d'affaires net de 879 milliers d'euros contre 2.734 milliers d'euros au cours de l'exercice précédent.

La perte d'exploitation s'est élevée à 7.507 milliers d'euros contre une perte d'exploitation de 6.704 milliers d'euros au cours de l'exercice précédent.

La perte nette de l'exercice 2015 s'est élevée à 4.690 milliers d'euros contre une perte nette de 3.657 milliers d'euros pour l'exercice 2014.

Le résultat de l'exercice se solde pour la Société par une perte de 4.690 milliers d'euros que nous vous proposons de reporter à nouveau en totalité.

Le compte « report à nouveau », après affectation du résultat 2015, s'élèverait désormais à -102.809 milliers d'euros.

1.4 ACTIVITE COMMERCIALE AU COURS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2015

Lancement et remboursement du test BJI Inoplex

Le lancement du test BJI Inoplex[®], test propriétaire de DIAXONHIT pour le diagnostic des infections sur prothèses ostéo-articulaires, a débuté au cours du premier semestre 2015. Au cours du second semestre, les premiers instruments Luminex dédiés à la réalisation du test ont été placés dans deux centres de référence des infections ostéo-articulaires, générant les premières ventes de kits BJI Inoplex en France.

Fin août 2015, un nouveau Référentiel des actes Innovants Hors Nomenclature (RIHN) a été mis en place par la Direction Générale de l'Offre de Soins (DGOS) du Ministère de la Santé afin de soutenir la biologie médicale innovante à travers la prise en charge financière de certains nouveaux tests. Le caractère innovant de BJI Inoplex a été reconnu par la DGOS qui l'a inclus dans la liste très restreinte d'environ 250 tests bénéficiant aujourd'hui d'une cotation au RIHN.

Le remboursement définitif du test par l'Assurance Maladie, consécutif à sa cotation à la nomenclature des actes de biologie médicale, devrait ainsi intervenir dans les trois ans suivant le dépôt d'un plan de suivi de l'utilité médico-économique de BJI Inoplex. Ce plan est en cours de finalisation et devrait être prochainement déposé avec le soutien de la Société Française de Microbiologie. Au cours de ces trois ans, BJI Inoplex bénéficiera du remboursement RIHN.

A l'export, des accords de commercialisation ont été signés avec 4 distributeurs couvrant 15 pays européens, permettant d'enregistrer des premières commandes fin 2015. Les distributeurs mettent également en place des études médico-marketing en Espagne, en Italie et au Benelux afin de familiariser les prescripteurs au test BJI Inoplex.

Enfin, le 10 février 2016, un premier article scientifique a été publié dans le Journal of Clinical Microbiology confirmant les performances de BJI Inoplex dans l'environnement médical et clinique de prise en charge des patients se plaignant de douleurs liées aux prothèses ostéo-articulaires. Cette publication permettra notamment de soutenir l'effort commercial engagé par la Société pour la promotion du test.

Commercialisation du test AlloMap

Depuis le début de l'année 2016, un laboratoire centralisé mis en place au sein des Hôpitaux Universitaires de Strasbourg (HUS) est opérationnel pour accompagner la commercialisation en Europe du test AlloMap, le seul test sanguin qui offre aux cliniciens et aux patients une solution non-invasive pour la surveillance des transplantations cardiaques et dont DIAXONHIT détient la licence exclusive pour l'Europe.

L'obtention du remboursement du test en France est basée sur la réalisation d'une étude médico-économique (PRME) dont l'objectif est d'apprécier le bénéfice du test par rapport à la méthode actuelle de suivi des patients greffés cardiaques par biopsie du myocarde. Cette étude, réalisée par un groupe indépendant de biologistes et chirurgiens cardiaques sous l'égide des Hospices Civils de Lyon (HCL), a été approuvée et est financée par le Ministère de la Santé. Le coût du test AlloMap y est intégralement pris en charge. Les HCL et les HUS sont en cours de finalisation de la documentation administrative afin de permettre l'envoi des échantillons sanguins à tester vers le laboratoire central de Strasbourg. L'étude devrait démarrer au cours du deuxième trimestre 2016.

A l'export, en Espagne et en Italie, des budgets régionaux « Innovation » permettent le financement des tests AlloMap, et ont ainsi généré des premières ventes.

En Allemagne, des tests ont été réalisés pour des patients dont l'assurance privée a pris en charge le remboursement. Pour une prise en charge globale par le système allemand d'assurance maladie, des discussions sont en cours avec les autorités afin d'évaluer l'obtention d'une prise en charge directe sur la base des données existantes concernant AlloMap, ou après une étude d'utilité médico-économique cofinancée par le Ministère de la Santé allemand.

En parallèle, CareDx, partenaire américain de DIAXONHIT et propriétaire d'AlloMap, poursuit avec succès le développement commercial du test aux Etats-Unis. CareDx estime que son chiffre d'affaires annuel devrait atteindre 28 à 30 millions d'euros en 2015, 80% des tests pratiqués faisant désormais l'objet d'un remboursement.

Déploiement de nouvelles gammes de produits

Afin de restaurer la marge de ses opérations commerciales, DIAXONHIT accélère, en parallèle à la commercialisation de ses produits en propre, la distribution de nouveaux produits et de nouvelles gammes. Début 2016, la commercialisation de tests HLA de nouvelle génération avec la technologie NGS (Next Generation Sequencing) a ainsi démarré. De plus, le Groupe a pour objectif de renforcer son offre de tests moléculaires dans le domaine très porteur des maladies infectieuses.

1.5 ACTIVITE EN MATIERE DE RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT ET DE PRODUCTION

Organisation

L'activité de recherche et développement de la Société est organisée autour d'un pôle diagnostique en charge (i) de la découverte de nouveaux biomarqueurs en propre ou dans le cadre de collaborations, à l'aide de la plateforme propriétaire GWSA pour l'expression génomique et des plateformes standards en protéomique, de la validation de nouvelles signatures diagnostiques, (ii) du développement et de l'enregistrement de produits diagnostiques IVD approuvés pour une utilisation en pratique clinique courante. Ce pôle rassemble les expertises en biologie et bio-statistique nécessaires au développement de produits ainsi que les expertises médicales et réglementaires nécessaires pour les validations cliniques, les enregistrements tels que le marquage CE et la mise en œuvre des processus nécessaires à l'obtention du remboursement des tests par les systèmes publics de sécurité sociale ou privé d'assurance. L'administration des études cliniques est soustraite à des organismes spécialisés.

La mise en œuvre de la plateforme propriétaire GWSA de Diaxonhit est réalisée au sein du Laboratoire de Génomique de la Société où l'ARN des échantillons de tissus est analysé avec les bio-puces GWSA. L'évolution de la plateforme est assurée par les biologistes et les bio-informaticiens de la Société. Les autres plateformes sont mises en œuvre au sein du Laboratoire de Protéomique. Ces deux laboratoires sont situés au siège de la Société.

Diaxonhit a également installé dans ses locaux une unité de production dédiée au test BJI Inoplex. Les kits vendus par la société sont assemblés dans cette unité ou sont également produits les antigènes utilisés pour le test.

La Société a mis en place une organisation interne d'assurance de la qualité de façon à garantir que les activités de recherche et de développement et celles de production soient réalisées selon les critères exigés pour des produits pharmaceutiques et diagnostiques. Diaxonhit est ainsi accréditée ISO 13485.

Au 31 décembre 2015, la Société emploie 21 scientifiques (chercheurs et techniciens qualifiés) en France et 1 aux Etats-Unis.

Activité au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015

Etude de validation finale du test Dx15 dans le cancer de la thyroïde

DIAXONHIT a initié fin 2014 l'étude clinique CITHY pour la validation finale de Dx15, un test destiné au diagnostic du cancer de la thyroïde et qui permet de définir le caractère malin ou bénin d'un nodule thyroïdien lorsque l'analyse cytologique est indéterminée. L'objectif du test est de diminuer le nombre d'ablations inutiles de la thyroïde.

Cette étude clinique, unique en Europe, permet de caractériser pour la première fois la population européenne des patients diagnostiqués avec un nodule thyroïdien, ainsi que les modes de prise en charge pratiqués par les cliniciens.

A ce jour, les observations confirment l'intérêt et le potentiel de Dx15. En outre, compte tenu de la variété des pratiques européennes observées, il a été décidé d'étendre le recrutement des patients jusqu'au mois d'avril 2016. Malgré ce changement, le marquage CE de Dx15 resterait attendu pour 2017, avec une commercialisation début 2018.

Développement du diagnostic compagnon d'un vaccin thérapeutique contre le Sida

DIAXONHIT collabore avec la société de biotechnologie InnaVirVax dans le cadre d'un consortium ayant pour objectif la mise au point de VAC-3S, un vaccin thérapeutique pour traiter les malades atteints du Sida, et le développement d'un test diagnostique compagnon de VAC-3S permettant une prise en charge personnalisée des patients.

Mi-2015, InnaVirVax a communiqué les résultats très encourageants de son étude clinique de phase 2a. L'immunothérapie VAC-3S a été très bien tolérée et la réponse immunitaire conforme à celle attendue. De plus, l'administration de VAC-3S a entraîné des effets immuno-virologiques favorables, et, en corrélation avec la réponse immunitaire, une diminution de l'ADN proviral a été observée. InnaVirVax a indiqué que si cette évolution positive était confirmée dans des études ultérieures, elle permettrait d'envisager que VAC-3S soit utilisé pour permettre aux patients infectés par le VIH de contenir leur charge virale tout en interrompant leur traitement antirétroviral. Dans la perspective ou le vaccin VAC-3S confirmerait son potentiel, le marché des tests que Diaxonhit développe se renforcerait de manière très significative.

En conséquence, le développement du test compagnon de VAC-3S a été accéléré afin de permettre de tester des premiers échantillons cliniques dès le troisième trimestre 2016. Conformément au calendrier prévu, le prototype du test est actuellement en cours de finalisation.

1.6 ACTIVITES POLLUANTES OU A RISQUE

En application des dispositions de l'article L. 225-102-2 du Code de commerce, vous trouverez ci-dessous une description des activités polluantes ou à risques.

La Société est soumise aux lois et réglementations concernant l'environnement, l'hygiène et la sécurité, notamment celles relatives au stockage, à l'utilisation, au transport et à l'élimination de produits dangereux, chimiques et biologiques. La Société a mis en place le document unique de sécurité conformément au Décret n°2001-1016 du 5 novembre 2001. La Société est également soumise à la réglementation relative aux Organismes Génétiquement Modifiés (ci-après « **OGM** ») et à l'expérimentation animale qui imposent, respectivement l'obtention d'un agrément pour l'utilisation des OGM, délivré par le Ministre délégué à l'enseignement supérieur et à la recherche et pour la manipulation des animaux celui délivré par la Direction Départementale de la Protection des Populations (« **DDPP** »). La Société est également soumise à la réglementation relative aux activités de conservation et de préparation à des fins scientifiques d'éléments du corps humain et a obtenu l'agrément nécessaire des services concernés. Ces agréments imposent des prescriptions techniques définissant notamment les mesures de confinement nécessaires à la protection des salariés, de la santé publique et de l'environnement et les moyens d'intervention en cas de sinistre.

La Société a exclusivement une activité de recherche et développement en laboratoire et non de production industrielle. Toutefois, la Société est soumise pour ses activités aux réglementations en matière d'environnement, d'hygiène et de sécurité, en particulier celles relatives au stockage, à l'utilisation, au transport et à l'élimination de produits dangereux, chimiques, biologiques et de déchets industriels et hospitaliers.

La filiale InGen doit être considérée comme producteur de Déchets d'équipements électriques et électroniques (« **DEEE** ») dans le sens où elle importe sur le territoire français des équipements soumis à cette réglementation. Pour répondre à ses obligations, InGen a passé en 2012 un contrat avec l'éco-organisme Récylum, habilité pour la filière professionnelle.

La Société n'exploite pas d'installation classée et n'est donc pas soumise à la réglementation en matière d'installations classées et de risques technologiques. Toutefois, elle utilise des produits dangereux, chimiques et biologiques, et de façon dûment habilitée des animaux de laboratoire à des

fins d'obtention d'échantillons biologiques qui sont éliminés selon des procédures très classiques mises en œuvre par la Société, et bien maîtrisées ainsi que des OGM pour ses activités de recherche, d'essais précliniques et cliniques, de développement et de production mettant en œuvre des petits volumes (inférieur à 5 litres) maintenus dans un environnement confiné. Des contrôles sont réalisés régulièrement dans les laboratoires de la Société. Bien que la Société estime qu'elle satisfait aux obligations légales actuelles liées à l'environnement, elle serait, en cas de non-conformité, exposée à des sanctions pénales et administratives, notamment à une suspension ou un retrait des autorisations et agréments nécessaires à ses activités.

Depuis la création de la Société, aucun incident n'a eu lieu dans le cadre des activités polluantes ou à risques. La Société estime ainsi qu'elle continue à satisfaire aux obligations légales relatives à ces activités en vigueur au 31 décembre 2015.

Par ailleurs, conformément au Décret n°2001-1016 du 5 novembre 2001, les risques au poste de travail sont identifiés ainsi que les moyens de maîtrise associés. Une revue annuelle est menée pour valider la cohérence des moyens de maîtrise avec les évolutions potentiels des risques.

1.7 PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES AUXQUELS LA SOCIETE EST CONFRONTEE ET GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Risque de change

La Société est exposée à la variation du taux de change entre l'euro et le dollar US qui peut avoir un impact important sur ses résultats opérationnels.

Depuis l'acquisition d'InGen BioSciences, les revenus de Diaxonhit sont essentiellement réalisés par sa filiale de commercialisation InGen avec des ventes libellées en euros, les revenus libellés en dollars US et liés aux paiements d'étapes reçus d'Allergan ou de Felicitex représentant désormais une part minime du chiffre d'affaires. A l'inverse, même si les dépenses opérationnelles sont toujours réalisées en euros, l'essentiel des dépenses de la Société correspond aux achats des tests et équipements commercialisés et sont principalement libellés en dollars US. Diaxonhit est ainsi structurellement acheteur de dollars US.

Sur l'exercice 2015, la Société a mis en œuvre une politique active d'options de change de nature à limiter le risque de change qu'elle supporte par l'intermédiaire d'instruments financiers spécifiques qui sont constitués exclusivement d'achats à terme.

Ces instruments permettent de fixer à l'avance le taux auquel le change euro-dollar sera effectué. L'objectif de la politique de change consiste à assurer dans la mesure du possible un taux moyen de change égal à ou plus favorable que celui retenu dans le budget annuel. Ces prises de positions engendrent des charges ou des produits financiers et engagent la Société sur des positions futures. Sur ces éléments nous vous invitons à vous reporter respectivement aux notes 23 et 29 de l'annexe aux comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

L'exposition future de la Société à ce risque de change dépendra principalement de la monnaie dans laquelle elle percevra ses revenus et effectuera ses dépenses. Ceci est lié aux marchés sur lesquels ses produits seront vendus, à ses partenaires futurs, ainsi qu'aux monnaies de dénomination de ses achats de tests et équipements commercialisés, de ses coûts de sous-traitance de fabrication, et des pays dans lesquels la Société mènera ses études cliniques et ses développements.

La stratégie de la Société est de conserver une trésorerie à la fois en euros et en dollars US et en conséquence de ne pas convertir systématiquement les paiements reçus en dollars US pour pouvoir les utiliser directement pour payer certains de ses fournisseurs dans cette devise. Au 31 décembre 2015, environ 88% de la trésorerie de la Société était en euros et le reste en dollars US.

La variation de taux de change a aussi un impact sur le bilan, notamment sur les capitaux propres, du fait de la conversion en euros des comptes annuels de la filiale américaine du groupe. Cet impact concerne particulièrement la conversion des créances rattachées aux participations.

Risque de taux

A la suite de l'acquisition d'Ingen BioSciences le 14 décembre 2012, cette dette à long terme s'élève à environ 568 milliers d'euros, hors crédit-bail. Cette dette est constituée d'un certain nombre d'emprunts contractés auprès d'établissements financiers avec des taux fixes pour chaque emprunt.

En juin 2014, Diaxonhit a effectué un placement d'obligations convertibles assorties de bons de souscription d'actions pour un montant total de 10 millions d'euros. A la suite de conversions et d'amortissements, le montant résiduel intérêts courants compris correspondant aux obligations convertibles s'élève à 5.228 milliers d'euros au 31 décembre 2015. Ces obligations convertibles sont assorties d'intérêts au taux fixe de 5% par an. Les modalités et conditions des obligations convertibles assorties de bon de souscription d'actions sont décrites à la note 13 de l'annexe aux comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

S'agissant des placements financiers, le risque de taux sur les actifs financiers détenus par la Société est faible dans la mesure où la Société n'investit que dans des instruments à court terme ou peu risqués comme les Sicav de trésorerie. La Société travaille avec la Société Générale, BNP Paribas, HSBC et le CIC pour la gestion de sa trésorerie, et investit à moins de trois mois et sur des Sicav à très faible volatilité, ou sur des certificats de dépôts de ces banques.

La Société considère donc qu'elle ne court aucun risque de taux significatif.

Risque sur actions ou participation

La Société détient une participation dans sa filiale américaine Diaxonhit Inc. (anciennement « Exonhit Therapeutics Inc. ») qui est entièrement provisionnée.

Le 14 décembre 2012, Diaxonhit a acquis la totalité des actions Ingen BioSciences SA. La Société n'anticipant pas de pertes futures dans cette filiale, elle a constitué des provisions spécifiques pour couvrir les risques de défaut de ses clients lorsqu'elle estime que ces risques sont significatifs. Depuis le 31 décembre 2013, à la suite de l'absorption de filiale Ingen BioSciences SA réalisée sous forme d'une dissolution sans liquidation avec transmission universelle de patrimoine, la Société détient désormais une participation directe dans les deux anciennes filiales d'Ingen BioSciences SA.

Ainsi, la Société détient une participation dans sa filiale de commercialisation InGen SA. La Société n'anticipant pas de pertes futures dans cette filiale, elle a constitué des provisions spécifiques pour couvrir les risques de défaut de ses clients lorsqu'elle estime que ces risques sont significatifs.

Par ailleurs, la Société détient une participation dans la société belge GAMMA SA, propriétaire de son produit TQS. La Société n'a pas constitué de provisions sur cette filiale.

Diaxonhit ne détient d'action ou de participation dans aucune autre société tierce.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité correspond au risque que le Groupe éprouve des difficultés à honorer ses dettes lorsque celles-ci arriveront à échéance. L'approche du Groupe pour gérer le risque de liquidité est de s'assurer, dans la mesure du possible, qu'il disposera toujours de liquidités suffisantes pour honorer ses passifs, lorsqu'ils arriveront à échéance, dans des conditions normales ou « tendues », sans encourir de pertes inacceptables ou porter atteinte à la réputation du Groupe. Le Groupe suit avec attention les emplois et les ressources de trésorerie à venir ce qui l'aide à gérer ses besoins en flux de trésorerie. Généralement, il s'assure qu'il dispose d'un dépôt à vue suffisant pour faire face aux dépenses opérationnelles attendues, incluant les paiements nécessités par le service de sa dette.

Au 31 décembre 2015, la trésorerie disponible du Groupe s'élève à 11.686 milliers d'euros et l'excédent financier net du Groupe s'élève à 5.556 milliers d'euros.

En milliers d'euros	31 décembre 2015	Dont à moins d'un an
Dettes financières remboursables en cash	- 902	- 334
Emprunt obligataire convertible	- 5.228	0
Trésorerie	11.686	11.686
Excédent financier net	5.556	11.352

Le niveau de la trésorerie nette mentionné ci-dessus, est principalement lié à l'émission d'obligations convertibles effectuées en juin 2014. Ces obligations convertibles peuvent être amorties ou remboursées en numéraire ou par émission d'actions, au choix du Groupe. Entre juin et décembre 2015, l'intégralité des amortissements ont été effectués par émission d'action. Compte tenu de cette option, le Groupe dispose d'une trésorerie nette disponible au 31 décembre 2015 qui lui permet de faire face à ses besoins et engagements financiers à 12 mois.

La trésorerie disponible du Groupe est investie principalement en instruments monétaires à valeurs liquidatives quotidiennes et faible volatilité, libellés en euros et en dollar US, auprès de Société Générale, de BNP Paribas et du CIC.

A la suite de la décision par Diaxonhit et Allergan de mettre fin progressivement à leur collaboration au cours de l'année 2014, la Société a entrepris d'accélérer la concentration de sa R&D sur le diagnostic en restructurant ses opérations scientifiques. Dans ce cadre, l'activité de chimie médicinale a été interrompue, et certains collaborateurs issus des projets thérapeutiques ont été reconvertis aux activités de production qui ont été mise en place pour assurer la fabrication des kits de tests BJI Inoplex dès 2015. Au-delà d'une meilleure efficacité, l'objectif de cette restructuration est d'adapter l'effort de R&D aux moyens budgétaires du Groupe.

Dans le futur, la Société pourrait avoir besoin de ressources et de capitaux importants pour financer ses opérations et notamment pour effectuer le démarrage de la commercialisation de ses produits propriétaires, mener à bien les processus réglementaires permettant d'obtenir les autorisations nécessaires pour commercialiser ces produits, poursuivre ses programmes de recherche et développement et en mettre en œuvre de nouveaux. Elle aura également besoin de ressources pour saisir des opportunités de développement par croissance externe, de co-développement et de co-commercialisation ou de prise de licence de produits ayant reçu une autorisation de mise sur le marché.

Les besoins futurs en capitaux de la Société dépendront de nombreux facteurs, notamment :

- le succès commercial des produits et services dont elle assure déjà aujourd'hui la commercialisation et sa capacité à conserver ou étendre les accords de distribution en cours et en établir de nouveaux à des conditions intéressantes ;
- les coûts d'achat auprès de fournisseurs américains des tests qu'elle distribue en France, et l'effet sur ces coûts du taux de change entre l'euro et le dollar ;
- le succès commercial de ses produits propriétaires et sa capacité à établir et à conserver des accords de distribution et de collaboration à des conditions intéressantes ;
- le niveau de performance de ses tests diagnostiques ;
- l'étendue et les résultats de ses essais cliniques ;
- l'entrée de nouveaux produits en développement ;
- le temps et les coûts nécessaires à l'obtention des autorisations réglementaires ;
- la rapidité de ses partenaires à mener les essais cliniques et à mettre des produits sur le marché ;
- les coûts de commercialisation des produits propriétaires ou non, notamment le marketing, la vente et la distribution ;
- les coûts de préparation, de dépôt, de revue, de maintenance et de défense des revendications de brevets et autres coûts liés aux brevets, dont les coûts liés aux litiges et aux indemnisations ;
- le coût d'obtention et de maintenance des licences pour l'utilisation de technologies et de produits déjà brevetés ; et
- les conditions financières relatives à des opportunités de croissance externe.

La Société pourrait ne pas parvenir à se procurer des fonds suffisants à des conditions acceptables, voire à lever les fonds dont elle aura besoin. Si les fonds nécessaires ne sont pas disponibles, la Société pourrait devoir :

- retarder, réduire voire annuler des programmes de recherche et développement ;
- procéder à des restructurations de son activité pour réduire ses dépenses opérationnelles ;
- obtenir des fonds par le biais d'accords de partenariat qui pourraient la forcer à renoncer aux droits sur certaines de ses technologies ou de ses produits ;
- céder certains droits de commercialisation.

Risque de dilution

Dans le cadre de son développement et de son financement, la Société a procédé à l'émission ou à l'attribution de plusieurs valeurs mobilières donnant accès à son capital. En outre, dans le cadre de sa politique d'intéressement de ses collaborateurs, la Société a régulièrement émis des instruments financiers donnant accès à son capital (options de souscription d'actions, actions gratuites, ...).

La Société, pourrait par ailleurs, procéder à l'avenir à l'émission ou l'attribution de nouveaux instruments financiers donnant accès au capital dans le cadre de l'acquisition de sociétés ou de lignes de produits. La Société n'ayant pas encore atteint l'équilibre, elle pourrait être amenée à faire à nouveau appel au marché et ainsi augmenter son capital social pour financer tout ou partie de ses besoins opérationnels.

L'émission de ces instruments financiers ou de nouvelles actions entraînerait une dilution complémentaire pour les actionnaires de la Société.

Au 31 décembre 2015, l'exercice potentiel de ces valeurs mobilières donnant accès au capital par leurs titulaires entraînerait la dilution suivante :

	Nombre d'actions composant le capital social	En cas d'exercice d'options de souscription d'actions	En cas d'acquisition définitive d'actions attribuées gratuitement	En cas d'exercice des bons de souscription d'actions attribués aux membres du conseil de surveillance	En cas d'exercice des bons de souscription d'actions attribués à CareDx	En cas d'amortissement ou de conversion des obligations convertibles en actions	En cas d'exercice des bons de souscription d'actions assorties aux obligations convertibles en actions	TOTAL
Nombre d'actions créées	74 828 841	389 525	702 978	168 826	1 353 300	12 182 926	12 681 852	27 479 407
Capital social après émission des actions nouvelles	-	75 218 366	75 531 819	74 997 667	76 182 141	87 011 767	87 510 693	102 308 248
Dilution	-	0,52%	0,93%	0,23%	1,78%	14,00%	14,49%	26,86%

L'ensemble de ces valeurs mobilières donnant accès au capital social sont décrites à la note 13 de l'annexe aux comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

1.8 EVOLUTION PREVISIBLE ET PERSPECTIVES D'AVENIR

Evolution prévisible

La Société étant engagée dans des activités commerciales faisant l'objet de contrats à long terme (appels d'offres hospitaliers, contrats de distribution, etc...) et des projets de recherche et développement qui se déroulent sur plusieurs trimestres, le développement de Diaxonhit s'inscrit dans la continuité des réalisations passées. Au 31 décembre 2015, Diaxonhit dispose ainsi d'une visibilité supérieure à 12 mois sur sa trésorerie sur la base de son plan opérationnel actuel.

A court terme, la majorité des produits de Diaxonhit sera générée par l'activité de commercialisation pour compte de tiers de produits de diagnostic *in vitro* par sa filiale InGen. A moyen et long terme, la croissance de ces produits d'exploitation proviendra des revenus issus des ventes de produits diagnostiques propriétaires, du développement du portefeuille commercial à travers de nouveaux accords de licence ou de distribution et d'opérations de croissance externe portant sur des lignes de produits ou des sociétés de diagnostic *in vitro* déjà en phase de commercialisation.

Au niveau des charges, le poste de dépense le plus important correspond aux achats de produits de diagnostic *in vitro* réalisés auprès de tiers dans le cadre des activités de distribution. Ces charges varieront en fonction de l'ampleur de l'activité commerciale et en fonction du taux de change entre l'euro et le dollar US, la plupart des achats étant effectués dans cette devise. A court terme, avec le développement de la commercialisation de produits propriétaires comme BJI Inoplex, leurs coûts de fabrication viendront s'ajouter à ce poste de dépenses.

Par ailleurs, une importante part des charges opérationnelles internes est liée aux efforts de recherche et développement de la Société pour développer ses propres produits dans le diagnostic de spécialité, seule ou dans le cadre de consortium financés par BPI-France. Les coûts d'études cliniques demeurent importants, en particulier dans le cadre du développement, de l'enregistrement réglementaire et de l'adoption des tests de diagnostic. Jusqu'à l'atteinte de l'équilibre financier, la Société maintiendra ses dépenses de recherche et développement à un niveau compatible avec la rentabilité de ses affaires commerciales. A plus long terme, le niveau de ces dépenses internes dépendra du nombre de programmes menés en parallèle par la Société ainsi que du nombre et de l'ampleur des études cliniques nécessaires.

Les dépenses de marketing et de ventes qui, aujourd'hui, correspondent essentiellement aux activités commerciales de la filiale InGen, varieront aussi en fonction de l'ampleur de l'activité commerciale. A court terme, elles devraient rester stables en raison du maintien des efforts de la Société pour positionner et promouvoir ses produits diagnostiques propriétaires avec, plus particulièrement, le démarrage de la commercialisation du test BJI Inoplex pour les infections liées aux prothèses ostéo-articulaires, et celle du test Allomap pour le suivi des transplantés cardiaques.

Les frais généraux futurs devraient rester à des niveaux équivalents, mais ils pourront augmenter en fonction des charges de conseil et des frais engagés en vue de l'identification d'une cible et d'opération de croissance externe dans le domaine du diagnostic.

A court terme, la Société devrait continuer à enregistrer des pertes opérationnelles dont l'ampleur et la durée dépendront des éléments détaillés ci-dessus mais devraient s'inscrire en baisse par rapport aux années précédentes. La Société considère qu'à moyen terme l'accroissement des ventes de ses produits diagnostiques en propre ou en distribution lui permettra d'augmenter le niveau de ses revenus et de pouvoir ainsi atteindre l'équilibre financier.

Perspective d'avenir

Aujourd'hui, Diaxonhit est désormais un groupe intégré entièrement positionné sur le secteur le plus dynamique du marché du diagnostic *in vitro*, celui des tests de spécialités.

En 2016, tout en continuant à innover, notamment en développant de nouveaux tests, et à faire progresser ses ventes de distribution et de produits en propre, tels que BJI Inoplex et Allomap, le principal objectif de la Société reste l'atteinte de l'équilibre financier. Face à un impact négatif du dollar sur les activités du Groupe mais disposant d'une trésorerie de 11,7 millions d'euros, le Groupe met en place une réponse forte avec le déploiement d'une nouvelle offre commerciale tout en mettant en œuvre un plan de réductions supplémentaires de ses coûts opérationnels, ces deux axes contribuant à l'atteinte de l'équilibre financier.

1.9 EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS ENTRE LA DATE DE CLOTURE ET LA DATE D'ETABLISSEMENT DU RAPPORT

Diaxonhit et CareDx annoncent le succès du transfert du test AlloMap en Europe

Le 13 Janvier 2016, la Société et CareDx annoncent le succès du transfert du test d'expression génomique AlloMap au Laboratoire Central d'Immunologie des Hôpitaux Universitaires de Strasbourg (HUS) en France.

Le transfert a été réalisé en plusieurs étapes qui ont démontré que les résultats des tests AlloMap effectués par le laboratoire des HUS sont les mêmes que ceux qui ont été obtenus par le laboratoire principal de CareDx aux États-Unis. Avec le succès de ce transfert de technologie, les échantillons de tous les patients européens peuvent désormais être testés par les HUS à Strasbourg.

Ce transfert est une étape importante pour Diaxonhit et CareDx. En tant que licencié et partenaire commercial européen exclusif de CareDx, Diaxonhit a sélectionné les Hôpitaux Universitaires de Strasbourg en 2014 pour y implanter le laboratoire central dédié au test AlloMap pour toute l'Europe. Ce transfert de technologie, qui est le premier de ce type pour un test moléculaire, a été rendu possible par l'étroite collaboration entre les équipes commerciales, techniques et de développement de Diaxonhit, CareDx et des HUS.

Aucun autre événement susceptible d'affecter les comptes de la Société n'est intervenu à la date du présent rapport depuis la clôture de l'exercice au 31 décembre 2015.

CHAPITRE 2 - LISTE DES MANDATS

En application des dispositions de l'article L. 225-102-1 al. 4 du Code de commerce, vous trouverez ci-dessous l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toute société par chacun de ces mandataires au cours de l'exercice et à la date de ce rapport.

2.1 DIRECTOIRE

Composition du directoire

Au 31 décembre 2015, le directoire de la Société est composé ainsi :

Nom	Mandat	Date de début du mandat	Date d'expiration du mandat
Loïc Maurel	Président du directoire	28 juillet 2008	Assemblée générale 2018
Hervé Duchesne de Lamotte	Membre du directoire	8 mars 2010	Assemblée générale 2018

Profils des membres du directoire

D^r Loïc Maurel, président du directoire (61 ans)

Après avoir occupé plusieurs postes de ventes et marketing chez Rhône-Poulenc et Novartis en France, il a rejoint en 1992 le siège de Novartis en Suisse pour prendre la direction marketing au niveau Groupe des franchises cardiovasculaires, maladies métaboliques et affections respiratoires. Il a été, en particulier, à l'origine du lancement mondial de Diovan®, le premier produit de Novartis en termes de ventes aujourd'hui. En 1999, il est devenu vice-président Marketing et Produits de spécialités de Novartis Canada. Entre 2001 et 2008, il a été Président et CEO de Debiovision Inc., un laboratoire pharmaceutique de produits spécialisés. Le D^r Loïc Maurel a une grande expérience en marketing, *business development*, cession de produits, essais cliniques, exigences réglementaires et lancements de produits en Amérique du Nord, Europe et Asie. Le D^r Loïc Maurel a été président du conseil d'administration d'Oncomab GmbH et membre des conseils d'administration de Avance Pharma Inc. et de l'association BIOQuebec.

Il intègre Exonhit Therapeutics devenue Diaxonhit en mai 2008 en qualité de directeur des opérations. Le conseil de surveillance de la Société lors de sa réunion du 28 juillet 2008 nomme le Dr Loïc Maurel membre du directoire et lui en confie la présidence. Ses mandats de membre et de président du directoire ont été renouvelés par le conseil de surveillance lors de sa réunion du 25 juin 2015 pour une durée de trois (3) ans, soit jusqu'à l'assemblée générale appelée à statuer en 2018 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

D^r Loïc Maurel est titulaire d'un diplôme de Docteur en Médecine de l'Université de Bordeaux (1985).

Il est vice-président de l'association France Biotech.

Autres mandats et fonctions exercés au 31 décembre 2015

Fonctions	Sociétés	Dates de début
<i>Dans le groupe Diaxonhit</i>		
Président directeur général	InGen	2015
<i>Hors du groupe Diaxonhit</i>		
Vice-président	Association France Biotech	2008

Autres mandats et fonctions exercés au cours des 5 dernières années

Fonctions	Sociétés	Dates
Président du directoire	InGen BioSciences	2012-2013
Nombre d'actions détenues au 31 décembre 2015 : 204.098		

Hervé Duchesne de Lamotte, membre du directoire et directeur administratif et financier (60 ans)

Hervé Duchesne de Lamotte bénéficie de 25 ans d'expérience internationale en finance, et 20 ans dans l'industrie des biotechnologies. Après avoir occupé différents postes d'ingénieur au sein de sociétés de conseil en France et aux Etats-Unis, entre 1981 et 1989, Hervé Duchesne de Lamotte a pris en charge des fonctions de direction générale dans des établissements financiers à Paris.

C'est en 1991 qu'il intègre le monde de la pharmacie et de la biotechnologie lorsqu'il crée avec un partenaire médecin le groupe IDM, société de biotechnologie spécialisée dans l'immunothérapie du cancer, où il exercera à partir de 1998 les fonctions de directeur financier pendant 10 ans, en France, au Canada, et aux Etats-Unis. Après l'introduction au NASDAQ d'IDM Pharma en 2005, il deviendra directeur général puis président-directeur général d'IDM France à Paris entre 2006 et 2008.

Avant de rejoindre la Société, Hervé Duchesne de Lamotte était gérant de Cirrus Finance Management, société de conseil spécialisée en stratégie et organisation financière. Il a été membre du conseil d'administration d'IDM et de France Biotech.

Il intègre la Société en octobre 2009 en qualité de Directeur administratif et financier. Le conseil de surveillance de la Société lors de sa réunion du 8 mars 2010 nomme Hervé Duchesne de Lamotte en qualité de membre du directoire. Son mandat de membre du directoire a été renouvelé par le conseil de surveillance lors de sa réunion du 25 juin 2015 pour une durée de trois (3) ans, soit jusqu'à l'assemblée générale appelée à statuer en 2018 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Hervé Duchesne de Lamotte est diplômé d'un MBA en Finance du MIT et d'un Master of Science du même institut ; il est également ingénieur en aéronautique (SupAero).

Autres mandats et fonctions exercés au 31 décembre 2015

Fonctions	Sociétés	Dates de début
<i>Dans le groupe Diaxonhit</i>		
Administrateur	InGen	2012
Directeur général délégué	InGen	2015
<i>Hors du groupe Diaxonhit</i>		
Gérant	Cirrus Finance Management	2009

Autres mandats et fonctions exercés au cours des 5 dernières années

Fonctions	Sociétés	Dates
Administrateur	InGen BioSciences	2012-2013
Nombre d'actions détenues au 31 décembre 2015 : 180.223		

2.2 CONSEIL DE SURVEILLANCE**Composition du conseil de surveillance**

Au 31 décembre 2015, le conseil de surveillance de la Société est composé ainsi :

Nom	Mandat	Age	Membre indépendant ⁽¹⁾	Participations à un comité		Date d'entrée au conseil de surveillance	Date d'expiration du mandat actuel ⁽²⁾
				Audit	Rémunérations et nominations		
Laurent Condomine	Président du conseil de surveillance	72	✓		✓	2004	2016
Michel Picot	Vice-Président du conseil de surveillance	64	✓	✓		2004	2016
Jean-Pierre Hermet	Membre du conseil de surveillance	73	✓		✓	2012	2018
Christophe Jean	Membre du conseil de surveillance	61	✓		✓	2006	2018
Danielle Guyot-Caparrós	Membre du conseil de surveillance	58	✓	✓		2015	2018

(1) Au regard de la recommandation n°8 du Code Mirotenext.

(2) Le mandat de membre du conseil de surveillance expire à l'issue de l'assemblée générale annuelle devant statuer sur les comptes du dernier exercice clos.

Profils des membres du conseil de surveillance***Laurent Condomine, président du conseil de surveillance (72 ans)***

Laurent Condomine a travaillé 34 ans dans le secteur pharmaceutique et chimique, au sein du groupe ICI. La première moitié de sa carrière s'est effectuée en France, notamment comme PDG d'ICI Pharma, puis PDG d'ICI France. Puis il a rejoint le siège du Groupe à Londres en qualité de Vice-Président Stratégie et fusion & acquisition au plan mondial. Après la scission du Groupe ICI en 1993, donnant naissance à la société Zeneca, il a été occupé ces mêmes fonctions au sein du groupe Zeneca puis, après sa fusion avec la société Astra 1998 au sein du groupe AstraZeneca.

Laurent Condomine est président du conseil de surveillance de la Société Nanobiotix depuis avril 2011.

Laurent Condomine est titulaire d'une Maîtrise ès Sciences économiques (1969) et diplômé de l'école de Hautes Etudes Commerciales (HEC, 1969). Il est également titulaire d'un MBA de l'INSEAD (1970).

L'assemblée générale mixte des actionnaires de la Société du 21 juillet 2004 a nommé Laurent Condomine membre du conseil de surveillance. Par une délibération du conseil de surveillance du 28 janvier 2005, Laurent Condomine a été nommé Président du conseil de surveillance pour la durée du mandat de membre du conseil de surveillance. L'assemblée générale mixte du 20 juin 2013 a renouvelé son mandat jusqu'à l'assemblée générale appelée à statuer, en 2016, sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

Autres mandats et fonctions exercés au 31 décembre 2015

Fonctions	Sociétés	Dates de début
<i>Hors du groupe Diaxonhit</i>		
Président du conseil de surveillance	Nanobiotix	2011

Autres mandats et fonctions exercés au cours des 5 dernières années

Fonctions	Sociétés	Dates
Membre du conseil de surveillance	InGen BioSciences	2012-2013

Nombre d'actions détenues au 31 décembre 2015 : 252.224

Michel Picot, vice-président et membre du conseil de surveillance (64 ans)

Michel Picot a commencé sa carrière en tant qu'auditeur chez Peat Marwick Mitchell avant de travailler pour une filiale de Paribas, la SCOA, où il a occupé différents postes. Puis il a été directeur général d'ECS, en Allemagne pendant deux ans avant de devenir Senior Vice-President Finance chez Eunetcom. Il a ensuite rejoint Vivendi Telecom International de 1995 à juin 2004 où il a exercé les fonctions de directeur général adjoint. Michel Picot est président d'Advest SAS depuis 2005. Il occupe également les fonctions d'administrateur des sociétés Keyyo (2008), Sigfox (2010), Holding incubatrice Telecom, Holding incubatrice Internet et Holding incubatrice Logiciel, (2011).

Michel Picot est diplômé de l'école de Hautes Etudes Commerciales (HEC, 1974). Il est également titulaire du DECS (1977) et des certificats supérieurs de révision (1983).

L'assemblée générale mixte des actionnaires de la Société du 21 juillet 2004 a nommé Michel Picot membre du conseil de surveillance. L'assemblée générale mixte du 20 juin 2013 a renouvelé son mandat jusqu'à l'assemblée générale appelée à statuer, en 2016, sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015. Par une délibération du conseil de surveillance du 25 juin 2015, Michel Picot a été nommé vice-président du conseil de surveillance.

Autres mandats et fonctions exercés au 31 décembre 2015

Fonctions	Sociétés	Dates de début
<i>Dans le groupe Diaxonhit</i>		
Représentant permanent d'administrateur personne morale	InGen	2015
<i>Hors du groupe Diaxonhit</i>		
Président	Advest SAS	2005
Administrateur	Keyyo	2008
Administrateur	Sigfox	2010
Administrateur	Holding incubatrice Telecom et mobile	2011
Administrateur	Holding incubatrice Internet	2011
Administrateur	Holding incubatrice Logiciel	2011
Membre des Conseillers du Commerce extérieur de la France (CCE)		

Autres mandats et fonctions exercés au cours des 5 dernières années

Fonctions	Sociétés	Dates
Membre du conseil de surveillance	Telogic	jusqu'en 2012
Membre du conseil de surveillance	Amisco NV	jusqu'en 2015

Nombre d'actions détenues au 31 décembre 2015 : 64.510

Jean-Pierre Hermet, membre du conseil de surveillance (73 ans)

Jean-Pierre Hermet est membre du conseil de Surveillance de Diaxonhit après avoir été président du directoire d'InGen Biosciences et président directeur général d'InGen de 2008 à 2010, il a été nommé ensuite président du conseil de Surveillance d'InGen Biosciences.

Il est l'auteur de plusieurs études publiées par le groupe Les Echos sur la biologie médicale et fait régulièrement des conférences sur le même sujet. Parallèlement, il est membre du bureau de plusieurs associations (Le Lien et l'Alliance contre le développement des bactéries multirésistantes).

Jean-Pierre Hermet a débuté sa carrière dans la pharmacie (Schering-Plough) puis a été nommé rapidement président directeur général de Wyeth Healthcare pour la France. Il a occupé des positions de dirigeant successivement chez Jouveinal puis Allergan et devient Président Marketing puis Président Europe d'un jeune Laboratoire pharmaceutique américain coté à l'Amex (Bentley Pharmaceuticals). De retour en France, il crée plusieurs sociétés de biotechnologies : Peptide Immune Ligands puis Hybrigenics. En 1999, il fonde Hemosystem, centré sur le Développement et la commercialisation de la détection rapide des bactéries dans le sang : 8 millions d'euros ont été levés auprès du Capital Risque et 26 Brevets déposés.

Jean-Pierre Hermet est diplômé de l'ESCAE de Bordeaux et licencié en Sciences Economiques.

L'assemblée générale des actionnaires de la Société du 14 décembre 2012 a nommé Jean-Pierre Hermet membre du conseil de surveillance. L'assemblée générale mixte du 25 juin 2015 a renouvelé son mandat jusqu'à l'assemblée générale appelée à statuer, en 2018, sur les comptes de l'exercice

clos le 31 décembre 2017. Par une délibération du conseil de surveillance du 25 mars 2013, Jean-Pierre Hermet a été nommé vice-président du conseil de surveillance en remplacement de Patrick Langlois, pour la durée restante de son mandat. Le mandat de vice-Président du conseil de surveillance de Jean-Pierre Hermet est arrivé à échéance à l'issue de l'assemblée générale du 25 juin 2015.

Autres mandats et fonctions exercés au 31 décembre 2015

Fonctions	Sociétés	Dates de début
<i>Hors du groupe Diaxonhit</i>		
Gérant	Joint Partners for healthcare JPH	1992
Membre du comité stratégique	Novolyze	2015

Autres mandats et fonctions exercés au cours des 5 dernières années

Fonctions	Sociétés	Dates
Président du conseil de surveillance	InGen BioSciences	2012-2013
Gérant	Euromedical Instruments	jusqu'en 2013
Président du directoire	InGen BioSciences	jusqu'en 2010
Président directeur général	InGen	jusqu'en 2010
Administrateur	Hemarina	jusqu'en 2012

Nombre d'actions détenues au 31 décembre 2015 : 19.253

Christophe Jean, membre du conseil de surveillance (61 ans)

Christophe Jean a débuté sa carrière dans l'industrie pharmaceutique chez Ciba-Geigy AG puis Novartis Pharma AG où il a occupé plusieurs postes opérationnels de 1982 à 2000. En 2000, il a rejoint Pierre Fabre Médicament en tant que Président-directeur général. Il a rejoint le groupe Ipsen fin 2002 et en devient le Directeur des Opérations du Groupe puis Executive President Corporate Strategy, Business Development, M&A and Alliances. Il est administrateur de la société Rythm Holding à Boston depuis 2015.

Christophe Jean est diplômé de Harvard University.

Christophe Jean a été coopté par le conseil de surveillance lors de la réunion du 27 octobre 2006, en remplacement de Jean-Luc Bélingart. L'assemblée générale mixte du 25 juin 2015 a renouvelé son mandat jusqu'à l'assemblée générale à statuer en 2018, sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Autres mandats et fonctions exercés au 31 décembre 2015

Fonctions	Sociétés	Dates de début
<i>Hors du groupe Diaxonhit</i>		
Executive Vice President Corporate Strategy, Business Development, M&A and Alliances	Groupe Ipsen	2003
Administrateur	Rythm Holding	2015

Autres mandats et fonctions exercés au cours des 5 dernières années

Fonction	Sociétés	Dates
Néant		

Nombres d'actions détenues au 31 décembre 2015 : 21

Danièle Guyot-Caparros, membre du conseil de surveillance (58 ans)

Après une expérience en cabinet d'audit sur des missions internationales, Danièle Guyot-Caparros a rejoint Rhône Poulenc, devenu Aventis puis Sanofi, sur différents postes d'envergure croissante, avec notamment des responsabilités en Finance au niveau européen puis en Business Planning et Performance Monitoring au niveau mondial. Depuis 6 ans, Danièle Guyot-Caparros est Senior Advisor au sein de Deloitte Consulting, spécialisée dans le domaine des sciences de la vie et de la santé.

Danièle Guyot-Caparros est membre du conseil d'administration de la société Onxeo (anciennement BioAlliance Pharma). Elle détient un Certificat Administrateur de Sociétés, décerné par IFA/Sciences Po.

Danièle Guyot-Caparros est titulaire du DECS et diplômée de l'Ecole Supérieure de Commerce de Nancy, en Finances et Comptabilité.

L'assemblée générale mixte des actionnaires de la Société du 25 juin 2015 a nommé Danièle Guyot-Caparros membre du conseil de surveillance jusqu'à l'assemblée générale appelée à statuer, en 2018, sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Autres mandats et fonctions exercés au 31 décembre 2015

Fonctions	Sociétés	Dates de début
<i>Hors du groupe Diaxonhit</i>		
Deloitte Consulting	Senior Advisor	2009
Onxeo	Administrateur	2013

Autres mandats et fonctions exercés au cours des 5 dernières années

Fonction	Sociétés	Dates
Néant		

Nombres d'actions détenues au 31 décembre 2015 : 0

2.3 EVOLUTION DE LA COMPOSITION DU DIRECTOIRE ET DU CONSEIL DE SURVEILLANCE DEPUIS LE 1^{ER} JANVIER 2015

L'assemblée générale mixte du 25 juin 2015 a nommé Danielle Guyot-Caparrós en tant que membre du conseil de surveillance et a renouvelé les mandats de membres du conseil de surveillances de Jean-Pierre Hermet et de Christophe Jean, pour une durée de 3 ans soit jusqu'à l'assemblée générale appelée à statuer, en 2018, sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017. Le mandat de membre du conseil de surveillance de Jean-Jacques de Jaegher est arrivé à échéance à l'issue de cette assemblée générale.

Le mandat de vice-président du conseil de surveillance de Jean-Pierre Hermet est arrivé à échéance à l'issue de l'assemblée générale mixte du 25 juin 2015. Par une délibération du conseil de surveillance du 25 juin 2015, Michel Picot a été nommé vice-président du conseil de surveillance.

Le conseil de surveillance, lors de sa réunion du 25 juin 2015, a renouvelé les mandats de membres du directoire de Loïc Maurel et Hervé Duchesne de Lamotte pour une durée pour une durée de trois années, soit jusqu'à l'assemblée générale appelée à statuer en 2018 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017. Lors de cette réunion, le conseil de surveillance a nommé Loïc Maurel en tant que président du directoire pour la durée de son mandat de membre du directoire.

CHAPITRE 3 - ACTIONNARIAT SALARIE

Vous trouverez ci-dessous les informations requises en application de l'article L. 225-102 du Code de commerce.

Comme détaillé au chapitre 11 ci-dessous, certains salariés ou anciens salariés de la Société sont devenus actionnaires par exercice d'options de souscription d'actions ou par acquisition définitive d'actions attribuées gratuitement. Un nombre total de 347.802 actions a ainsi été souscrit ou acquis en 2015.

Par ailleurs, la Société a mis en place le 2 mars 1999 un plan d'épargne d'entreprise par octroi qui a été modifié le 11 mai 2001 puis le 3 novembre 2005. Lors de l'introduction en bourse de la Société, le 17 novembre 2005, 18.512 actions ont été souscrites par les salariés dans le cadre du PEE. Aucune action n'a été souscrite depuis cette date.

Au 31 décembre 2015, l'actionnariat salarié représente environ 0,32 % du capital social et des droits de vote de la Société.

CHAPITRE 4 - FILIALES ET PARTICIPATIONS

Le tableau ci-dessous présente les filiales et participations au 31 décembre 2015 :

DIAXONHIT
Exercice clos le 31 décembre 2015
TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

FILIALES ET PARTICIPATIONS (Montants exprimés en euros)	CAPITAL SOCIAL	RESERVES ET REPORTS A NOUVEAU	QUOTE PART DU CAPITAL DETENU (en %)	CHIFFRE D'AFFAIRE D'UDERNER EXERCICE CLOS	RESULTAT D'UDERNER EXERCICE CLOS	VALEUR DES TITRES		PRETS ET AVANCES	
						Brute	Nette	Brut	Net
RENSEIGNEMENTS DETAILLES CONCERNANT LES FILIALES ET PARTICIPATIONS									
<i>Filiales (Plus de 50 % du capital détenu)</i>									
- DIAXONHIT INC	7	(4 734 399)	100%	273 765	(209 575)	6262 294	-	7 332 540	2 588 350
- INGEN	38 112	3 303 970	100%	28 831 518	1 685 795	5 030 781	5 030 781	-	-
- GAMMA	395 945	(418 766)	100%	451 531	4 797	304 583	304 583	217 087	217 087

4.1 ACTIVITES DES FILIALES DE LA SOCIETE

InGen : société de commercialisation de Dispositifs Médicaux de Diagnostic *In Vitro* (DMDIV)

Diaxonhit est l'actionnaire majoritaire de la société International Genetic Technologies, InGen, société anonyme de droit français à Conseil d'administration au capital social de 38.112,25 euros, immatriculée depuis le 17 janvier 2007 au registre du commerce et des sociétés d'Evry sous le numéro 389 318 023.

Créée en 1993, InGen est devenue l'un des leaders du marché du diagnostic *in vitro* français, reconnue en particulier dans les domaines des maladies infectieuses et de l'immunologie. La qualité de son offre de produits et de son support contribue à la réputation de la société auprès de ses clients.

L'offre de produits couvre un large panel de pathologies dans le but d'apporter des solutions « clés en main » aux équipes médicales dans les domaines suivants :

- Bactériologie
- Virologie
- Parasitologie
- Mycologie
- Auto-immunité
- Hormonologie
- Contrôle de qualité
- Transplantation
- Maladies génétiques

En 2006, InGen a été acquise par la société ABAG, renommée InGen BioSciences en 2008. Elle fait aujourd'hui partie du groupe Diaxonhit.

InGen a poursuivi son développement sur l'exercice 2015, affichant un chiffre d'affaires de 28.832 milliers d'euros contre un chiffre d'affaires de 27.842 milliers d'euros l'année précédente. Elle a enregistré bénéfice net de 1.686 milliers d'euros, contre un bénéfice net de 1.787 milliers d'euros en 2014. Le montant total de ses fonds propres s'élève à 5.032 milliers d'euros au 31 décembre 2015 contre à 4.946 milliers d'euros au 31 décembre 2014.

Diaxonhit et sa filiale InGen sont liées par une série d'accords de services et de prix de transferts.

Gamma: entité productrice du test propriétaire Tétanos Quick Stick® (TQS)

En juin 2011, InGen Biosciences a fait l'acquisition de la société belge Gamma, poursuivant ainsi son objectif d'apporter des solutions concrètes au corps médical et de renforcer sa présence à l'international.

Gamma est l'entité productrice du test propriétaire TQS qu'elle livre à InGen dans le cadre de la commercialisation en France. La fabrication de TQS étant sous-traitée, Gamma n'a pas de collaborateurs en propre et son fonctionnement est assuré par des collaborateurs du groupe.

Diaxonhit et sa filiale à 100% Gamma sont liées par une série d'accords de services et de prix de transferts.

Diaxonhit Inc.

La Société possède une filiale détenue à 100%, Diaxonhit Inc. (anciennement « Exonhit Therapeutics Inc. »), société américaine enregistrée dans l'Etat du Delaware (Etats-Unis).

Pour adapter l'organisation du groupe Diaxonhit à sa stratégie, les activités de laboratoire ont été regroupées sur un seul site à Paris. Dans ce cadre, l'entité américaine du Groupe a fait spécifiquement l'objet d'une réorganisation en juillet 2011 qui s'est traduite par la fermeture de ses laboratoires.

L'activité de cette filiale située à Rockville, Maryland, consiste essentiellement à gérer les aspects bioinformatiques des développements du groupe, en particulier le développement et la mise en œuvre des outils informatiques nécessaires à la conception du contenu propriétaires des biopuces, ainsi qu'à l'exploitation des données recueillies avec ces biopuces.

Diaxonhit Inc. a enregistré une perte nette de 209 milliers de dollars US au cours de l'exercice 2015, contre une perte de 248 milliers de dollars US en 2014. Le total des capitaux propres ressort à (4.636) milliers de dollars US au 31 décembre 2015 contre (4.868) milliers de dollars au 31 décembre 2014.

Diaxonhit et sa filiale à 100% Diaxonhit Inc. sont liées par une série d'accords de services et de prix de transferts.

4.2 PRISE DE PARTICIPATIONS SIGNIFICATIVES DANS DES SOCIETES AYANT LEUR SIEGE SOCIAL EN FRANCE OU PRISE DU CONTROLE DE TELLES SOCIETES

Conformément à l'article L. 233-6 du Code de Commerce, nous vous précisons que la Société n'a réalisé aucune prise de participation dans des sociétés ayant leur siège social en France au cours de l'exercice. La Société rappelle qu'elle ne détient pas de participation autre que ses Filiales.

4.3 ALIENATION D'ACTIONS INTERVENUES A L'EFFET DE REGULARISER LES PARTICIPATIONS CROISEES

Néant.

4.4 REPARTITION DU CAPITAL ET ACTIONS D'AUTOCONTROLE

Répartition du capital

Le tableau ci-dessous présente la répartition du capital et des droits de vote de la Société au 31 décembre 2015, 31 décembre 2014 et 31 décembre 2013 :

Actionnaires	31 décembre 2015		31 décembre 2014		31 décembre 2013	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%
Mandataire sociaux et salariés	961.316 ⁽¹⁾	1,28	402.173 ⁽⁴⁾	0,59	269.873 ⁽⁷⁾	0,46
Apporteurs d'actions InGen Biosciences	- ⁽²⁾	-	- ⁽⁵⁾	-	1.193.841 ⁽⁸⁾	2,04
Institutionnels	10.426.801 ⁽³⁾	13,93	10.023.248 ⁽⁶⁾	14,74	14.151.446 ⁽⁹⁾	24,24
Actions propres	99.459 ⁽²⁾	0,13	88.967 ⁽⁵⁾	0,13	68.416 ⁽⁸⁾	0,12
Public	63.341.265	84,65	57.480.134	84,54	42.695.984	73,14
Total	74.828.841	100,00	67.994.522	100,00	58.379.560	100,00

(1) Sur la base du registre des titres nominatifs au 31 décembre 2015

(2) Au 31 décembre 2015

(3) Sur la base du TPI du 15 avril 2015, ainsi que sur la base d'autres informations communiquées à la Société au 31 décembre 2015

(4) Sur la base du registre des titres nominatifs au 31 décembre 2014

(5) Au 31 décembre 2014

(6) Sur la base du TPI du 5 mai 2014

(7) Sur la base du registre des titres nominatifs au 31 décembre 2013

(8) Au 31 décembre 2013

(9) Sur la base du TPI du 8 avril 2013

A la connaissance de la Société, aucun actionnaire autre que ceux mentionnés dans le tableau ci-dessus ne détient plus de 2% du capital et des droits de vote de la Société correspondant au seuil statutaire prévu à l'article 11 des statuts.

Chaque action donne droit à une voix. Il n'existe pas de droit de vote double.

Informations relatives à l'autocontrôle

Au 31 décembre 2015, la Société détenait 99.459 actions propres dans le cadre d'un contrat de liquidité conclu avec Gilbert Dupont conforme à la Charte de déontologie de l'Association française des marchés financiers en date du 8 mars 2011 approuvée par l'Autorité des marchés financiers par décision du 21 mars 2011 d'actualisation de la pratique de marché admise n° 2011-07 relative aux contrats de liquidité.

Ces actions propres ont été acquises dans le cadre d'un programme de rachat d'actions autorisé par l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire du 25 juin 2015 dans sa dixième résolution conformément aux articles L. 225-209 et suivants du Code de commerce.

Ce programme a, par ordre de priorité, les objectifs suivants :

- favoriser la liquidité et animer le cours des titres de la Société sur le marché Alternext Paris, ou sur tout autre marché, par l'intermédiaire d'un Prestataire de Service d'Investissement agissant de manière indépendante dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'Autorité des marchés financiers ;
- remettre les titres rachetés en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport ;
- attribuer des actions aux salariés ou mandataires sociaux de la Société et des sociétés française ou étrangères ou groupements qui lui sont liés selon les conditions légales et réglementaires, notamment dans le cadre de la participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise, de plans d'actionnariat salarié ou de plans d'épargne entreprise, du régime des options d'achat d'actions ou par voie d'attribution gratuites d'actions ou toute autre condition permise par la réglementation ;
- attribuer les actions rachetées lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant droit par remboursement, conversion, échange, présentation d'un bon ou de toutes autres manières, à des actions existantes ou nouvelles à émettre de la Société ;
- le cas échéant, attribuer des actions rachetées dans le cadre de la mise en œuvre de toute pratique de marché qui viendrait à être admise par l'Autorité des marchés financiers et qui serait conforme à la réglementation en vigueur au moment du rachat effectif des actions, étant précisé que dans une telle hypothèse la Société informerait ses actionnaires par voie de communiqué de presse.

La durée du programme est de 18 mois maximum à compter de l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire du 25 juin 2015 et expirant, soit au jour où toute assemblée générale de la Société adopterait un nouveau programme de rachat d'actions soit, à défaut, le 25 décembre 2016. Le pourcentage de rachat maximum autorisé s'élève à 10% du capital. Le nombre d'actions acquises par la Société en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure en paiement ou en échange dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport ne peut excéder 5% de son capital social. Le prix d'achat unitaire maximum est de 3 euros, soit un montant théorique maximum consacré au programme de rachat sur la base du pourcentage maximum de 21.129.198 euros, hors frais de négociation, calculé sur la base du nombre d'actions composant le capital social à la date de l'assemblée générale du 25 juin 2015. Ce nombre d'actions et les limites de prix d'achat seront, le cas échéant, ajustés par le directoire lors d'éventuelles opérations financières de la Société ou de décisions affectant le capital social.

Au 31 décembre 2015, les moyens suivants figuraient au compte de liquidité :

- nombre d'actions : 99.459 titres ;
- solde en espèce du compte de liquidité : 118.248,92 euros.

CHAPITRE 5 - INFORMATIONS SUR LES DELAIS DE PAIEMENT DES FOURNISSEURS

Vous voudrez bien trouver ci-dessous le tableau présentant le solde des dettes à l'égard des fournisseurs de la Société et de ses Filiales par date d'échéance au 31 décembre 2015 et au 31 décembre 2014 en application des articles L. 441-6-I et D. 441-4 du Code de commerce :

Echéances	Solde fournisseurs (montant en milliers d'euros)	
	Au 31 décembre 2015	Au 31 décembre 2014
Non échus	3.955	4.457
Echus à moins de 30 jours	331	464
Echus entre 30 et 45 jours	45	29
Echus entre 45 et 60 jours	0	0
Echus à plus de 60 jours	801	27
Total	5.133	4.977

CHAPITRE 6 - MONTANT DES DIVIDENDES DISTRIBUES AU COURS DES TROIS DERNIERS EXERCICES

La Société n'a distribué aucun dividende au cours des trois derniers exercices.

La Société envisage d'affecter tous les fonds disponibles au financement de ses activités et de sa croissance et n'a en conséquence pas l'intention de distribuer de dividendes dans un futur proche.

CHAPITRE 7 - OPERATIONS REALISEES PAR LES DIRIGEANTS SUR LEURS TITRES

A la connaissance de la Société, les opérations réalisées au cours de de l'exercice clos le 31 décembre 2015 sur les titres de la Société par les personnes visées à l'article L. 621-18-2 du Code monétaire et financier, et selon les modalités prévues par l'article 223-22 du règlement général de l'Autorité des marchés financiers, sont les suivantes :

Nom et fonction	Nature de l'opération	Date de l'opération	Cours moyen pondéré	Nombre total de titres	Montant total brut
Hervé Duchesne de Lamotte <i>Membre du directoire</i>	Souscription	6 mai 2015	0,55 €	21.819 actions	12.000,45 €
		23 novembre 2015	0,50 €	24.000 actions	12.000,00 €
Michel Picot <i>Membre du conseil de surveillance</i>	Souscription	6 mai 2015	0,55 €	21.819 actions	12.000,45 €
		23 novembre 2015	0,50 €	10.000 actions	5.000,00 €
Jean-Pierre Hermet <i>Membre du conseil de surveillance</i>	Souscription	6 mai 2015	0,55 €	5.455 actions	3.000,25 €
		23 novembre 2015	0,50 €	6.000 actions	3.000,00 €
Laurent Condomine <i>Président du conseil de surveillance</i>	Souscription	6 mai 2015	0,55 €	127.273 actions	70.000,15 €

Ces opérations ont fait l'objet d'une déclaration auprès de l'Autorité des marchés financiers en application et dans les conditions de l'article L. 621-18-2 du Code monétaire et financier ainsi que des articles 223-22 A et 223-22 du règlement général de l'Autorité des marchés financiers.

CHAPITRE 8 -
TABLEAU DES RESULTATS AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

Vous voudrez bien trouver ci-dessous le tableau des résultats des cinq derniers exercices requis en application de l'article R. 225-102 al. 2 du Code de commerce :

RESULTATS (ET AUTRES ELEMENTS CARACTERISTIQUES) DE LA SOCIETE AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES EN EUROS					
Nature des indications	Exercice 31/12/2011	Exercice 31/12/2012	Exercice 31/12/2013	Exercice 31/12/2014	Exercice 31/12/2015
1. CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	545 909	886 028	934 073	1 088 304	1 197 261
Nombre des actions ordinaires existantes	34 119 297	55 376 765	58 379 560	67 994 522	74 828 841
Nombre des actions à dividende prioritaire (sans droit de vote) existantes					
Nombre maximal d'actions futures à créer	1 171 737	5 315 276	12 042 260	27 081 625	27 479 407
Par conversion d'obligations	0	0		11 761 016	12 182 926
Par exercice de Bons de Souscription d'Action, d'actions gratuites et de levées d'options	1 171 737	5 315 276	12 042 260	15 320 609	15 296 481
2. OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE					
Chiffre d'affaires hors taxes	4 952 202	4 374 508	4 157 137	2 733 694	878 529
Résultat avant impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	(8 335 572)	(5 983 948)	(6 197 920)	(4 966 551)	(5 866 201)
Impôts sur les bénéfices	(1 102 865)	(933 385)	(1 780 581)	(1 829 732)	(1 538 732)
Participation des salariés due au titre de l'exercice					
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	(7 116 025)	(5 640 535)	(4 984 778)	(3 657 122)	(4 690 498)
Résultat distribué					
3. RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôts, participation des salariés, mais avant dotations aux amortissements et provisions	(0,21)	(0,09)	(0,08)	(0,05)	(0,06)
Résultat après impôts, participation des salariés et dotations aux amortissements et provisions	(0,21)	(0,10)	(0,09)	(0,05)	(0,06)
Dividende attribué à chaque action					
4. PERSONNEL					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	52	48	47	38	36
Montant de la masse salariale de l'exercice	3 304 288	3 296 249	3 451 280	3 017 595	2 794 918
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice (sécurité sociale, œuvres sociales)	1 581 292	1 581 292	1 661 851	1 574 833	1 339 673

CHAPITRE 9 - RAPPORT SUR LES DELEGATIONS EN MATIERE D'AUGMENTATIONS DE CAPITAL AU COURS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2015

En application de l'article L. 225-100 al. 7 du Code de commerce, vous voudrez bien trouver ci-dessous le tableau présentant, de façon synthétique, les délégations accordées au directoire par les assemblées générales extraordinaires des actionnaires (ci-après « **AGE** ») de la Société du 8 juillet 2014 et du 9 juillet 2015. Il est rappelé que le texte intégral des procès-verbaux des assemblées est disponible sur le site Internet de la Société à la rubrique « investisseur » (www.diaxonhit.com)

Délégations données au directoire par l'assemblée générale extraordinaire	Montant nominal maximal de l'augmentation de capital	Echéance de la délégation	Utilisation des délégations faites par le directoire/Nombre d'actions émises	Modalités de détermination du Prix
1. Emission d'actions et de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société avec maintien du droit préférentiel de souscription des actions (13ème résolution de l'AGE du 9 juillet 2015)	700.000 €	9 septembre 2017	Non utilisée	Selon les conditions légales (prix au moins égal à la valeur nominale de l'action à la date d'émission des valeurs mobilières)
2. Emission d'actions et de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires par voie d'offre au public (14ème résolution de l'AGE du 9 juillet 2015)	700.000 € ⁽¹⁾ dans la limite de 2/3 du capital social sur 12 mois glissants	9 septembre 2017	Non utilisée	Entre 65 % et 135 % de la moyenne pondérée des cours des 20 dernières séances de bourse précédant la fixation du prix de l'émission
3. Emission d'actions et de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, dans la limite de 20% du capital par an, par voie de placement privé (15ème résolution de l'AGE du 9 juillet 2015)	700.000 € ⁽¹⁾	9 septembre 2017	Non utilisé	Entre 65 % et 135 % de la moyenne pondérée des cours des 20 dernières séances de bourse précédant la fixation du prix de l'émission
4. Augmentation de capital au bénéfice d'une catégorie dénommée d'investisseurs dans le cadre d'un placement privé (Loi TEPA) (16ème résolution de l'AGE du 9 juillet 2015)	200.000 €	9 janvier 2017	26.768,00 euros / 1.798.000 actions (23 novembre 2015)	Au moins égal à la moyenne pondérée des cours de l'action de la Société sur le marché Alternext à Paris des vingt (20)

Délégations données au directoire par l'assemblée générale extraordinaire	Montant nominal maximal de l'augmentation de capital	Echéance de la délégation	Utilisation des délégations faites par le directoire/Nombre d'actions émises	Modalités de détermination du Prix
Augmentation de capital au bénéfice d'une catégorie dénommée d'investisseurs dans le cadre d'un placement privé (Loi TEPA) (10ème résolution de l'AGE du 8 juillet 2014)	200.000 €	Caducue	6.720,05 euros / 420.003 actions (6 mai 2015)	dernières séances de bourse précédant la fixation du prix de l'émission, éventuellement diminuée d'une décote maximum de 20 %
5. Augmentation du nombre de titres à émettre en cas d'augmentation de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription des actionnaires (17ème résolution de l'AGE du 9 juillet 2015)	15% du montant de l'émission initiale ⁽¹⁾	9 septembre 2017	Non utilisée	Modalités correspondantes à celles des délégations présentées en 1. et 2. ci-dessus selon le cas
6. Attribution gratuite d'actions nouvelles ou existantes de la Société (18ème résolution de l'AGE du 9 juillet 2015) Attribution gratuite d'actions nouvelles ou existantes de la Société (12ème résolution de l'AGE du 8 juillet 2014)	700.000 actions ⁽²⁾ 700.000 actions ⁽²⁾	9 septembre 2018 Caducue	Non utilisée 410.518 actions (5 juin 2015)	Gratuite
7. Augmentation de capital au bénéfice des adhérents au plan d'épargne entreprise (19ème résolution de l'AGE du 9 juillet 2015)	20.000 € ⁽¹⁾	9 septembre 2017	Non utilisée	Cours de bourse avec une décote maximum de 30%

(1) Ce montant s'impute sur celui de l'émission d'actions et de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires.

(2) Le nombre d'actions attribuées gratuitement aux mandataires sociaux ne pourra pas excéder 300.000 actions.

CHAPITRE 10 - REMUNERATIONS ET AVANTAGES ATTRIBUES AUX MANDATAIRES SOCIAUX ET PARTICIPATIONS AU CAPITAL
REMUNERATIONS ET AVANTAGES ATTRIBUES AUX MANDATAIRES SOCIAUX

Les tableaux ci-dessous présentent les rémunérations et avantages de toute nature versés aux mandataires sociaux par la Société et sa filiale au cours de exercices clos les 31 décembre 2015 et 31 décembre 2014 :

Tableau de synthèse de l'ensemble des rémunérations et des options et actions gratuites attribuées aux mandataires sociaux dirigeants

Une synthèse de l'ensemble des éléments de rémunération due et versée aux membres du directoire de la Société au cours des exercices clos les 31 décembre 2015 et 31 décembre 2014 est présentée ci-après :

Nom	2015			2014		
	Rémunération fixe due et versée (en euros)	Rémunération variable due et versée (en euros)	Avantages de toute nature dus et versés (en euros)	Rémunération fixe due et versée (en euros)	Rémunération variable due et versée (en euros)	Avantages de toute nature dus et versés (en euros)
D ^r Loïc Maurel <i>Président du directoire</i> <i>Directeur des opérations</i>	269.216	87.630	3.810	269.369	75.111	3.803
Hervé Duchesne de Lamotte <i>Membre du directoire</i> <i>Directeur administratif et financier</i>	201.289	68.999	4.083	201.341	56.728	3.942
TOTAL	470.505	156.629	7.893	470.710	131.839	7.745

Les rémunérations allouées aux membres du directoire se sont élevées à 635 milliers d'euros au cours de l'exercice 2015 contre 610 milliers d'euros au cours de l'exercice 2014.

Le montant de la rémunération versée à chaque membre du directoire comprend une partie fixe et une partie variable. La partie variable de la rémunération des membres du directoire repose sur la réalisation d'une pluralité d'objectifs à la fois individuels et *corporate* présentés chaque année par le directoire au conseil de surveillance pour approbation sur recommandations du comité des rémunérations et des nominations. Ces objectifs sont propres à chaque mandataire social. Ainsi, les objectifs du Dr Loïc Maurel et de Hervé Duchesne de Lamotte portent à la fois sur des critères opérationnels, financiers et de gestion. L'avantage en nature dont bénéficient les membres du directoire correspond principalement au véhicule de fonction. Par ailleurs, les contrats de travail des membres du directoire ont fait l'objet d'avenants décrits au chapitre 13 du présent rapport.

Tableau de synthèse des jetons de présence et autres rémunérations perçues par les mandataires sociaux non dirigeants

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires du 20 juin 2013 a décidé de porter le montant global alloué au titre de jetons de présence à 128.000 euros maximum pour les exercices suivants jusqu'à décision contraire.

Les jetons de présence sont répartis par le Conseil de surveillance entre ses membres selon le critère de l'assiduité aux réunions du Conseil de surveillance et de ses sous-comités.

A titre exceptionnel, le conseil de surveillance a décidé que pour les exercices 2014 et 2015 le forfait social dû au titre des jetons de présence serait prélevé sur l'enveloppe des jetons de présence.

Une synthèse de l'ensemble des jetons de présence et autres rémunérations attribués aux membres du Conseil de surveillance de la Société au titre des exercices clos les 31 décembre 2015 et 31 décembre 2014 est présentée ci-après :

Nom	2015		2014	
	Jetons de présence (en euros)	Autres rémunérations (en euros)	Jetons de présence (en euros)	Autres rémunérations (en euros)
Laurent Condomine Président du Conseil de surveillance	27.846	-	31.820	-
Michel Picot Vice-Président et Membre du Conseil de surveillance	20.847	-	18.744	-
Jean-Pierre Hermet ⁽¹⁾ Membre du Conseil de surveillance	21.912	-	19.774	-
Patrick Langlois ⁽²⁾ Membre du Conseil de surveillance	-	-	7.661	-
Christophe Jean Membre du Conseil de surveillance	17.651	-	16.340	-
Jean-Jacques de Jaegher ⁽³⁾ Membre du Conseil de surveillance	7.304	-	14.793	-
Danièle Guyot-Caparro ⁽⁴⁾ Membre du Conseil de surveillance	12.325	-	-	-
TOTAL	107.885	-	109.132	-

(1) Dans le cadre de l'exécution d'une convention de conseil et d'assistance conclue le 23 octobre 2014, complétée par un avenant en date du 2 février 2015, la Société a versé au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015 la somme de 14.025,00 euros H.T à la société JOINT PARTNERS FOR HEALTHCARE dont Monsieur Jean-Pierre Hermet est le gérant. La convention de conseil et d'assistance ainsi que son avenant sont décrites au chapitre 13 du présent rapport

(2) Le mandat de membre du conseil de surveillance de Patrick Langlois est arrivé à échéance à l'issue de l'assemblée générale des actionnaires du 19 juin 2014.

(3) Le mandat de membre du conseil de surveillance de Jean-Jacques de Jaegher est arrivé à échéance à l'issue de l'assemblée générale des actionnaires du 25 juin 2015.

(4) Danièle Guyot-Caparro a été nommée membre du conseil de surveillance par l'assemblée générale des actionnaires du 25 juin 2015.

10.2 PARTICIPATION AU CAPITAL DES MANDATAIRES SOCIAUX

Au 31 décembre 2015, la participation de chaque mandataire dans le capital de la Société se présente comme suit :

Mandataires	Actions		Droits de vote	
	Nombre	%	Nombre	%
Membres du directoire				
Dr Loïc Maurel	204.098	0,27	204.098	0,27
Hervé Duchesne de Lamotte	180.223	0,24	180.223	0,24
Membres du conseil de surveillance				
Laurent Condomine	252.224	0,34	252.224	0,34
Jean-Pierre Hermet	19.253	0,03	19.253	0,03
Christophe Jean	21	NS	21	NS
Michel Picot	64.510	0,09	64.510	0,09
Danièle Guyot-Caparro	-	-	-	-
Total	720.329	0,96	720.329	0,96

CHAPITRE 11 - RAPPORT SPECIAL SUR LES OPTIONS DE SOUSCRIPTION OU D'ACHAT D' ACTIONS ET SUR LES ACTIONS GRATUITES

Chers Actionnaires,

Le présent rapport vous est présenté :

- en application des dispositions de l'article L. 225-184 du Code de Commerce concernant les opérations relatives aux options de souscription ou d'achat d'actions, et
- en application des dispositions de l'article L. 225-197-4 du Code de Commerce concernant les opérations relatives aux actions gratuites.

I. Options de souscription ou d'achat d'actions

Attribution d'options de souscription d'actions au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015, le directoire de la Société n'a mis en œuvre aucun plan d'attribution d'options de souscription ou d'achat d'actions.

Exercice par les bénéficiaires d'options de souscription d'actions au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015

Aucune option de souscription ou d'achat d'actions n'a été exercée au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

II. Actions gratuites

Attribution gratuite d'actions au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015

Dans le cadre des dispositions des articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 8 juillet 2014 a autorisé le directoire à procéder à une attribution gratuite d'actions de la Société, existantes ou à émettre, en une ou plusieurs fois, au bénéfice des membres du personnel qu'il déterminera parmi les salariés et les mandataires sociaux éligibles de la Société et des sociétés ou groupements qui lui sont liés dans les conditions visées à l'article L. 225-197-2 dudit Code.

Dans le cadre de cette autorisation, et selon les recommandations du Comité des rémunérations et des nominations, le directoire, à l'unanimité, a décidé lors de sa réunion du 5 juin 2015 d'attribuer gratuitement 410.518 à émettre de la Société au bénéfice des mandataires sociaux et salariés selon certaines conditions et certains critères.

Plan	Nb d'actions attribuées	Date d'acquisition	Date de cessibilité
5 juin 2015	410.518	5 juin 2017	5 juin 2019

Actions attribuées gratuitement à chacun des mandataires sociaux de la Société

Bénéficiaires	Nb d'actions attribuées	Date d'attribution	Période d'acquisition	Période de conservation	Critères d'acquisition
Loïc Maurel	146.745	5 juin 2015	2 ans	2 ans	Oui
Hervé Duchesne de Lamotte	109.651	5 juin 2015	2 ans	2 ans	Oui

Actions attribuées gratuitement aux sept salariés de la Société ayant reçu le plus d'actions gratuites

Bénéficiaires	Nb d'actions attribuées	Date d'attribution	Période d'acquisition	Période de conservation	Critères d'acquisition
Jacques Martin	76.311	5 juin 2015	2 ans	2 ans	Oui
Thomas Iff	76.311	5 juin 2015	2 ans	2 ans	Oui
Laurent Désiré	500	5 juin 2015	2 ans	2 ans	Oui
Pascale Beurdeley	250	5 juin 2015	2 ans	2 ans	Oui
Ségla Da Silva	250	5 juin 2015	2 ans	2 ans	Oui
Marc Menard	250	5 juin 2015	2 ans	2 ans	Oui
Caroline Bourguignon	250	5 juin 2015	2 ans	2 ans	Oui

Acquisition définitive d'actions gratuites au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015

Il est précisé que, conformément à la loi, l'attribution des actions à leurs bénéficiaires est définitive au terme de la période d'acquisition de deux ans à compter de la date d'attribution et que la période d'obligation de conservation des actions qui court à compter de l'attribution définitive est également de deux ans.

Les critères d'acquisition des actions gratuites ainsi attribuées ont été définis de manière individuelle en fonction d'objectifs pour chacun des salariés et membres du directoire ci-dessus.

Il est précisé que, conformément à la loi, la période d'obligation de conservation des actions qui court à compter de l'attribution définitive est de deux ans.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015, 347.802 actions attribuées gratuitement en 2013 ont été définitivement acquises et émises.

Actions définitivement acquises par chacun des mandataires sociaux de la Société

Au cours de l'exercice 2015, 198.542 actions attribuées gratuitement aux mandataires sociaux ont été définitivement acquises selon la répartition suivante :

Bénéficiaires	Nb d'actions acquises	Période de conservation	Critères d'acquisition
Loïc Maurel	140.000	2 ans	Oui
Hervé Duchesne de Lamotte	58.542	2 ans	Oui

Actions définitivement acquises aux dix salariés de la Société ayant acquis le plus d'actions gratuites

Bénéficiaires	Nb d'actions acquises	Période de conservation	Critères d'acquisition
Patrick Mollet	40.000	2 ans	Oui
Jacques Martin	30.000	2 ans	Oui
Frédérique Schlumberger	10.504	2 ans	Oui
Cristina Figueroa	7.527	2 ans	Oui
Pascale Beurdeley	7.378	2 ans	Oui
Laurent Désiré	6.992	2 ans	Oui
Florence Mahé	4.625	2 ans	Oui
Nadine Levet	4.138	2 ans	Oui
Caroline Bourguignon	4.126	2 ans	Oui
Sègla Da Silva	3.872	2 ans	Oui

CHAPITRE 12 - MANDAT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Commissaires aux comptes titulaires

Ernst & Young Audit

Représenté par Cédric Garcia
Tour First
1, Place des Saisons
92400 – Courbevoie

Nommé dans les premiers statuts du 15 octobre 1997, et renouvelé lors de l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire du 25 juin 2015 pour une durée de six exercices, soit jusqu'à l'assemblée générale appelée à statuer en 2021 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

Audit et Diagnostic

Représenté par Olivier Maurin
14 rue Clapeyron
75008 Paris

Nommé lors de l'assemblée générale mixte du 21 juillet 2004 pour une durée de six exercices, et renouvelé lors de l'assemblée générale mixte du 10 mai 2010 pour une durée de six exercices, soit jusqu'à l'assemblée générale appelée à statuer en 2016 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

Commissaires aux comptes suppléants

Philippe Declercq

15, Rue du parc Montsouris
75015 Paris
Suppléant d'Ernst & Young Audit

Nommé lors de l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire du 25 juin 2015 pour une durée de six exercices, soit jusqu'à l'assemblée générale appelée à statuer en 2021 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

Philippe Millan

Villa H.G. Riquetti
75015 PARIS
Suppléant d'Audit et Diagnostic

Nommé lors de l'assemblée générale mixte du 21 juillet 2004 pour une durée de six exercices, et renouvelé lors de l'assemblée générale mixte du 10 mai 2010 pour une durée de six exercices, soit jusqu'à l'assemblée générale appelée à statuer en 2016 sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

CHAPITRE 13 - LISTE DES CONVENTIONS REGLEMENTEES ET DES CONVENTIONS COURANTES

Par application des dispositions des articles L. 225-86 et suivants du Code de commerce, vous trouverez ci-dessous la liste des conventions réglementées et des conventions courantes au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

Nouvelles conventions réglementées conclues au cours de l'exercice 2015 (Article L. 225-86 du Code de commerce)

Aucune.

Nouvelles conventions réglementées conclues depuis la clôture de l'exercice 2015 (Article L. 225-86 du Code de commerce)

Convention de conseil et d'assistance avec la société JOINT PARTNERS FOR HEALTHCARE

Personne concernée :

Jean-Pierre Hermet, membre du Conseil de surveillance

Objet de la convention et procédure :

Convention de conseil et d'assistance avec la société JOINT PARTNERS FOR HEALTHCARE (« **Société JPH** ») concernant la recherche d'opportunités d'accords de licence/distribution et/ou d'acquisitions de sociétés dans le domaine du diagnostic in vitro ainsi que l'accompagnement dans les discussions et les négociations éventuelles conclue le 26 avril 2016 et préalablement autorisée par le conseil de surveillance du 26 avril 2016.

Motivation du conseil de surveillance :

Dans le cadre de la poursuite de ses objectifs, la Société a été en contact avec plusieurs partenaires potentiels susceptibles de la conseiller dans sa recherche d'opportunités de croissance externe et a reçu différentes propositions dont celle de la société JPH. Lors de sa réunion du 26 avril 2016, le conseil de surveillance, à l'unanimité de ses membres, Monsieur Jean-Pierre Hermet ne participant pas aux votes, a autorisé la conclusion d'une convention de conseil d'assistance avec la Société JPH aux motifs suivants :

- la Société JPH bénéficie d'une très bonne connaissance de la Société et de sa stratégie de croissance externe ;
- elle est dotée d'un réseau étendu de sociétés cibles potentielles et elle est régulièrement en contact avec leurs dirigeants ;
- les honoraires de la Société JPH sont significativement moins élevés que la concurrence.

Modalités de la convention :

La Société a confié à la Société JPH la mission de l'assister et de l'accompagner dans la recherche, sur le territoire français, de Produits Cibles et/ou de Sociétés Cibles répondant aux critères déterminés dans la Convention afin d'améliorer son portefeuille commercial ainsi que de l'accompagner dans les discussions et les négociations éventuelles. Au titre de cette mission, la Société JPH percevra une rémunération de 1.100 euros hors taxes par jour de travail pour l'accomplissement de la mission décrite dans la convention dans la limite de 15.000 euros hors taxes. Toute somme facturée, conformément aux dispositions de la convention, au-delà de ce montant maximum de 15.000 euros devra faire l'objet d'une autorisation spécifique du conseil de surveillance de la Société. La convention prend effet à sa date de signature jusqu'au 31 décembre 2016.

Nouvelles conventions courantes conclues au cours de l'exercice 2015 (Article L. 225-87 du Code de commerce)

Aucune.

Conventions réglementées anciennes, mais dont les effets se sont poursuivis au cours de l'exercice 2015

Convention de conseil et d'assistance avec la Société JPH

Personne concernée :

Jean-Pierre Hermet, membre du Conseil de surveillance

Objet de la convention et procédure :

Convention de conseil et d'assistance avec la Société JPH concernant la recherche d'opportunités d'accords de licence/distribution et/ou d'acquisitions de sociétés dans le domaine du diagnostic in vitro conclue le 23 octobre 2014 et préalablement autorisée par le conseil de surveillance du 23 octobre 2014. Elle a été approuvée par l'assemblée générale des actionnaires du 25 juin 2015, dans sa quatrième (4^e) résolution.

Modalités de la convention :

La Société a confié à la Société JPH la mission de l'assister et de l'accompagner dans la recherche, sur le territoire français, de Produits Cibles et/ou de Sociétés Cibles répondant aux critères déterminés dans la Convention afin d'améliorer son portefeuille commercial. Au titre de cette mission, la Société JPH percevra une rémunération de 1.100 euros hors taxes par jour de travail pour l'accomplissement de la mission décrite dans la convention. La convention a été conclue pour une durée de 4 mois à compter de sa conclusion.

Exécution au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015 :

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015, il a été versé à la Société JPH au titre de la convention de conseil et d'assistance la somme de 4.400,00 euros H.T.

Avenant à la convention de conseil et d'assistance avec la société JOINT PARTNERS FOR HEALTHCARE

Personne concernée :

Jean-Pierre Hermet, membre du Conseil de surveillance

Objet de la convention :

Un avenant à la convention de conseil et d'assistance conclue avec la Société JPH le 23 octobre 2014, décrite ci-dessus, a été conclu le 2 février 2015 et préalablement autorisé par le conseil de surveillance lors de sa réunion du 2 février 2015. Elle a été approuvée par l'assemblée générale des actionnaires du 25 juin 2015, dans sa quatrième (4^e) résolution.

Modalités de la convention :

L'avenant a prorogé la convention de conseil et d'assistance jusqu'au 30 juin 2015 et prévoit que entre la date d'entrée en vigueur de l'avenant conclu le 2 février 2015 et le 30 juin 2015, la Société JPH percevra au titre de l'accomplissement de la mission une rémunération complémentaire calculée et facturée dans les conditions prévues dans la convention initiale dans la limite de 10.000 euros. Toute somme facturée, conformément aux dispositions de la convention, au-delà de ce montant maximum de 10.000 euros devra faire l'objet d'une autorisation spécifique du Conseil de surveillance de la Société.

Exécution au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015 :

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015, il a été versé à la Société JPH au titre de l'avenant à la convention de conseil et d'assistance la somme de 9.625,00 euros H.T.

Avenants aux contrats de travail des membres du directoire

Personnes concernées :

Loïc Maurel, président du directoire

Hervé Duchesne de Lamotte, membre du directoire

Objet de la convention et procédure :

Les contrats de travail des membres du directoire ont fait l'objet d'avenants prévoyant notamment une clause d'indemnités de rupture en cas de licenciement à la suite d'un changement de contrôle. Ces avenants ont été soumis à la procédure de l'article L. 225-86 du Code de commerce. Ainsi, elles ont été préalablement autorisées par le Conseil de surveillance le 13 mars 2012 et approuvées par l'assemblée générale des actionnaires du 12 avril 2012, dans sa quatrième (4^e) résolution.

Modalités de la convention :

En cas de licenciement de Loïc Maurel, hors cas de licenciement pour faute grave ou faute lourde, il bénéficierait d'un préavis de six mois et d'une indemnité de rupture d'un montant équivalent à neuf mois de rémunération brute (calculée sur la moyenne des douze derniers mois de rémunération brute) hors cas de faute lourde uniquement. En cas de licenciement, hors cas de licenciement pour faute grave ou faute lourde, à la suite de toute opération financière ayant pour conséquence un changement de contrôle de la société de la part d'un tiers, il bénéficierait d'un préavis de douze mois à la condition expresse que Diaxonhit initie le licenciement dans un délai de dix-huit mois à compter de la date où le changement de contrôle interviendrait. Il bénéficierait également, et toujours à cette condition, hors cas de faute lourde uniquement, d'une indemnité de rupture d'un montant équivalent à dix-huit mois de rémunération brute (calculée sur la moyenne des douze derniers mois de rémunération brute). Cette indemnité serait attribuée en sus des éventuelles indemnités conventionnelles de rupture du contrat de travail.

En cas de licenciement d'Hervé Duchesne de Lamotte, hors cas de licenciement pour faute lourde, à la suite de toute opération financière ayant pour conséquence un changement de contrôle de la société de la part d'un tiers, il bénéficierait d'une indemnité de rupture d'un montant équivalent à douze mois de rémunération brute (calculée sur la moyenne des douze derniers mois de rémunération brute), à la condition expresse que Diaxonhit le licenciement dans un délai de dix-huit mois à compter de la date où le changement de contrôle interviendrait. Cette indemnité serait attribuée en sus des éventuelles indemnités conventionnelles de rupture du contrat de travail.

Exécution au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015 :

Néant.

Cautions, avals et garanties donnés par la Société à des tiers pour le compte des Filiales (art. L. 225-68 du Code de Commerce)

Aucune

Conventions conclues entre un mandataire social ou un actionnaire détenant plus de 10% des droits de vote de la Société et une filiale, hors conventions courantes (art. L. 225-102-1 al. 13 du Code de commerce)

Aucune.

CHAPITRE 14 - INFORMATIONS DIVERSES

Conformément aux dispositions des articles 39-4 et 223 quater du Code général des impôts, nous vous précisons que les comptes de la Société de l'exercice écoulé ne contiennent pas de dépenses non déductibles du résultat fiscal.

Par application des dispositions de l'article L. 232-6 du Code de commerce, nous vous informons qu'aucune modification n'a été apportée au mode de présentation des comptes annuels, ni dans les méthodes d'évaluation retenues par rapport à l'exercice précédent.

Par application des dispositions de l'article L. 225-68 du Code de commerce, les observations du conseil de surveillance sur le rapport du directoire et les comptes de l'exercice écoulé vont vous être présentées.

Nous espérons que ce qui précède recevra votre agrément.

Paris, le 26 avril 2016

Le directoire